



Investir dans les populations rurales

Bénin

Projet d'Appui à la Croissance Economique Rurale (PACER)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: du 07 au 19 novembre 2016

Date du document: 25/11/2016

No. du Projet: 1331

No. du rapport: 4295-BJ

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	iii
A. Introduction	1
B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet	2
C. Produits et effets	4
D. État d'avancement de l'exécution du projet	7
E. Aspects fiduciaires	11
F. Durabilité	16
G. Autres	17
H. Conclusion	18

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées	19
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	23
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	32
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	35
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	35
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	47
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	49

Sigles et acronymes

ADV	Association de Développement Villageois
AGR	Activités Génératrices de Revenus
AIB	Appui aux institutions de base
ASF	Association de Services Financiers
AVC	Association Villageoise de Commercialisation
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CDCC	Comité Départemental de Concertation et de Coordination
CNA	Comité National d'Approbation des microprojets
CNP	Comité National de Pilotage
CNOS	Comité National d'Orientation et de Suivi
COROS	Comité régional d'orientation et de suivi
COSOP	Country Strategic Opportunities Programme
CP	Coordonnateur du Programme
CRA	Comité Régional d'Approbation des microprojets
CRCO	Comité régional de concertation et d'orientation
CRP	Comité Régional de Pilotage
CSE	Cellule Suivi-Evaluation
CVC	Comité Villageois de Concertation
CVD	Comité Villageois de Développement
DEP	Diagnostic Evaluation Participatif
DPLR	Direction de la Promotion et de la Législation Rurales
DPNV	Diagnostic Participatif Niveau Village
DPP	Direction de la Programmation et de la Prospective
DPQC	Direction de la Promotion de la Qualité et du Conditionnement des produits agricoles
FBS	Fonds Belge de Survie
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FR	Financement rural
GF	Groupeement Féminin
GIE	Groupeement d'intérêt économique
GJ	Groupeement des Jeunes
IEC	Information, Education et Communication
IFDC	International Fertilizer Development Center
INRAB	Institut National des Recherches Agricoles du Bénin
LGB	Laboratoire de génétique et des Biotechnologies de l'Université Nationale du Bénin
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
MCL	Maison des Collectivités Locales
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MIP	Microprojet
MPE	Micro et Petite Entreprise
OCS	Observatoire du Changement Social
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
OPA	Organisation professionnelle agricole
OPP	Opérateur Partenaire Polyvalent
OPS-FR	Opérateur Partenaire Spécialisé en Financement Rural
PACER	Projet d'Appui à la Croissance Economique Rurale
PADER	Programme d'Appui au Développement Rural
PADPPA	Programme D'Appui au Développement Participatif de la Pêche Artisanale
PAGER	Projet d'Activités Génératrices de Revenus
PAI	Plan Annuel d'Investissement
PAPSFRA	Projet d'Appui à la Promotion des Services Financiers Ruraux Adaptés
PDC	Plan de Développement Communal
PDRT	Programme de Développement des plantes à Racines et Tubercules
PDV	Plan de Développement Villageois
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PNDCC	Programme National de Développement Conduit par les Communautés
PNOPPA	Plateforme Nationale des Organisations Professionnelles et Producteurs Agricoles du

	Bénin
PPA/PDRT	Programme de pérennisation des acquis de l'ex-PDRT
PROMIC	Projet de Microfinance et de Commercialisation
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuel
PUASA	Programme d'Urgence d'Appui à la Sécurité Alimentaire
R&T	Racines et tubercules
RAF	Responsable Administratif et Financier
RAGR	Responsable Activités Génératrices de Revenus
RAIB	Responsable Appui aux Institutions de Base
RFR	Responsable Financement Rural
RSE	Responsable Suivi-Evaluation
RURA	Responsable d'Unité Régionale d'Appui
SAE	Services d'Appui aux Entreprises
SEP	Suivi Evaluation Participatif
SFD	Système Financier Décentralisé
TS	Technicien Spécialisé
UCP	Unité de Coordination du Programme
URA	Unité Régionale d'Appui

A. Introduction¹

1. Le Gouvernement du Bénin et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) ont signé le 21/07/2009 un Accord de financement pour la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Croissance Economique Rurale (PACER) pour un coût total de 47,78 millions d'USD qui devait être financé par : un don et un prêt du FIDA de 17,92 millions d'USD (37,5% du coût total du Projet) ; un prêt de la BOAD de 9,06 millions d'USD (19%) ; un don du PNUD de 3,04 millions d'USD (6,4%) ; un don de la FAO de 0,5 million d'USD (1%) ; une contribution du Gouvernement du Bénin de 4,38 millions d'USD (9,2%) ; des Bénéficiaires de 2,93 millions d'USD (6,1%) ; et des Institutions financières partenaires de 9,93 millions d'USD (20,8%). Prévu pour une durée d'exécution de 6 ans, le Prêt/Don est entré en vigueur le 01/10/2010, devra s'achever le 31/12/2016 et être clôturé le 30/06/2017. Enfin de compte, seul le FIDA, l'Etat, les Institutions financières et les Bénéficiaires ont participé au financement du Projet pour un montant total 35,18 millions d'USD.

2. Une mission de supervision conjointe du FIDA et du Gouvernement s'est déroulée au Bénin du 07 au 19 novembre 2016. Elle avait pour objectifs : i) d'évaluer la performance globale du projet et son impact sur les groupes cibles; ii) d'apprécier la qualité de la gestion administrative et comptable du projet ; iii) de faire le point de l'état d'avancement des activités prévues dans le PTBA 2016 par composante, aussi bien au niveau physique que financier ; iv) d'apprécier le niveau d'exécution des principales recommandations de la dernière mission de supervision de juin 2016 ; v) de passer en revue les procédures d'acquisition des biens et services du projet ; vi) d'analyser avec l'équipe du projet et les partenaires impliqués dans sa mise en œuvre, les difficultés et les contraintes rencontrées et proposer des solutions appropriées ; et vii) apprécier le niveau de préparation de l'achèvement du projet prévu le 31 décembre 2016.

3. L'objectif général du PACER est de contribuer à la création de conditions nécessaires à une croissance économique durable et à la réduction de la pauvreté en milieu rural. Plus spécifiquement, il s'agit de : i) améliorer les performances techniques, économiques et financières des MPE et des AGR agricoles ou extra agricoles intervenant dans le cadre des filières retenues ; ii) renforcer la structuration et les capacités des organisations professionnelles agricoles et extra-agricoles ; iii) améliorer l'accès aux infrastructures d'appui à la production et à la mise en marché ; et iv) assurer un management performant du projet et un partenariat stratégique bénéfique avec les autres institutions.

4. La mission a rencontré à Cotonou les principaux partenaires du projet, notamment le Ministère du Plan et du Développement, le Ministère de l'Economie et des Finances (Représentant de l'Emprunteur) et le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (Tutelle technique du projet). Au cours des visites de terrain, la mission a rencontré les structures locales décentralisées, les partenaires œuvrant dans le développement agricole et rural, ainsi que les bénéficiaires.

5. Tout au long de son séjour, la mission a travaillé en étroite collaboration avec l'Unité de Coordination du Programme Cadre d'Interventions du FIDA en milieu rural au Bénin (ProCaR). Avant de quitter Cotonou, la mission a présenté ses principales conclusions et recommandations aux différentes parties prenantes à la mise en œuvre du projet. Le présent Aide-mémoire fait le point des résultats de la mission et intègre les commentaires des différentes parties prenantes à l'exécution du projet.

6. La mission exprime ses remerciements aux Autorités Béninoises, en particulier le Ministère du Plan et du Développement, le Ministère de l'Economie et des Finances (Représentant de l'Emprunteur) et le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (Tutelle technique du Projet), les Autorités Administratives des régions visitées, les membres de l'équipe du projet et les bénéficiaires pour leur collaboration et leur soutien dans le bon déroulement de la mission.

¹ Composition de la mission: M. Luyaku Loko Nsimasi, Chargé de Portefeuille du FIDA pour le Bénin, Chef de mission, Mme Dounamba Konaré, Assistante de programme au Bureau Régional FIDA de Dakar, Mme Abelle Houessou, Expert en économie du développement, Point focal du FIDA au Bénin, M. Moulaye Idrissa Tera, Expert financier, Chargé des aspects fiduciaires, M. Lacine Ahidara, Ingénieur agronome, Chargé de la coordination technique du rapport de supervision, M. Arcadius Domingo, Expert en Services financiers décentralisés, M. René Tokannou, Ingénieur Agronome, Expert en Filières et Institutions, Chargé des MPE et AGR, Mme Olga Azelokonon, Socio-anthropologue, Experte en Ciblage, Genre et Inclusion des jeunes, M. Salifou Alim Yaho, représentant le MAEP, M. Innocent Bossou, représentant le DGIFD/MPD et M. Jules Yèhouénou, DG chargé du suivi des projets, représentant le MPD, M. Dieudonné Messan, Coodonnateur du ProCaR et son équipe, M. Pierre Sèwanou Oza, Chef Projet PACER et son équipe, et M. Moussa Nassirou, Chef Projet PAPSFA et son équipe.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet

7. : Depuis la dernière mission de supervision de juin 2016, l'équipe du projet s'est attelée à des activités de consolidation des acquis et de préparation de son achèvement prévu le 31 décembre 2016. D'une manière générale, les activités du projet ont touché globalement 18 535 ménages pauvres, dont 2 940 ménages regroupés au sein de 641 OPA dont 595 coopératives, dans 241 villages de la Zone de concentration. L'examen du Cadre Logique actualisé au 30 septembre 2016 fait ressortir ce qui suit :

8. La seconde enquête SYGRI n'étant pas encore réalisée, les informations ne sont pas disponibles pour mesurer les indicateurs relatifs à l'objectif global "Contribuer à la mise en place des conditions nécessaires à une croissance économique durable et à la réduction de la pauvreté en milieu rural". *L'enquête est prévue pour mars 2017 et ses résultats devraient être exploitables par la mission de revue d'achèvement du projet.*

9. La plupart des indicateurs relatifs à l'Effet 1 (organisation et restructuration des OP, et commercialisation des produits) ne sont pas renseignés en raison de la non réalisation des études spécifiques y relatives. Toutefois, on peut noter que le nombre d'emplois créés se chiffre à 534 emplois permanents et 306 occasionnels sur 800 prévus. Par ailleurs, grâce aux appuis du projet, les indicateurs relatifs à la fonctionnalité des OPA évoluent bien. Le seuil de 80 % d'OPA fonctionnelles est atteint pour les filières riz, maraîchage et ananas ; et les femmes sont représentées dans les organes de gestion, même si elles n'occupent pas des postes de responsabilité.

10. S'agissant de l'effet 2 « Facilitation de l'accès des MPE et des AGR agricoles ou extra agricoles au financement. Le PACER prévoit une participation des Institutions Financières au mécanisme de financement à hauteur de 70% des besoins de crédit des promoteurs (400 MPE et 200 AGR) à la fin du projet et la satisfaction des besoins de crédit des promoteurs de microprojets à hauteur de 60%.

11. Au 30 Septembre 2016, 309 sur 423 microprojets approuvés ont été financés au profit de MPE/AGR (279 auxquels s'ajoutent un de RETRATO, un de la Coopérative AGBLEGNON et 28 microprojets des jeunes PPEA).

12. Les engagements pris par les SFD d'accompagner le PACER pour le financement des MIP des promoteurs dans l'URA Sud n'ont pas été respectés. Contrairement aux procédures de mise en œuvre du fonds d'appui aux filières, des prélèvements de subvention aux fins de la constitution de garanties financières ont été observés dans les processus de financement des promoteurs du projet dans la zone couverte par l'URA Sud. En effet, suite à des plaintes de certains promoteurs, la dernière mission de supervision a recommandé un audit des MiP financés par l'intermédiaire du SFD concerné, la CECAC, qui a révélé le prélèvement d'un montant de 55 317 183 FCFA à titre de garantie sur les subventions mises en place par le PACER. Au regard de ce cas avéré, l'audit a été étendu à d'autres SFD de la Zone Sud. Le rapport est attendu pour fin novembre 2016.

13. La mission observe que la même stratégie est mise en place par trois ASF de l'URA Sud avec un prélèvement de 57 838 955 FCFA. Au total, sur un montant de subvention de 305 159 527 FCFA, elles ont prélevé 113 156 138 FCFA, soit un taux de 37%. La mission note aussi que l'équipe du PACER a instruit les ASF pour la restitution des fonds.

14. La mission observe que l'équipe du projet n'a pas joué efficacement son rôle, principalement en termes de contrôle/suivi et de respect des procédures. La conséquence en est que l'objectif de familiarisation des promoteurs à la culture du crédit n'a pas été totalement atteint. En effet, l'analyse des documents mis à disposition par les SFD révèle que les montants retenus en garantie équivalent en réalité au montant de crédit mis en place. Toute chose qui n'a pas permis aux promoteurs de disposer de toutes les ressources nécessaires à la mise en œuvre de leurs projets. *La mission recommande au ProCaR/PACER de faire le point de tous les prélèvements opérés par les SFD de l'URA Sud sur les subventions mises en place et de les restituer aux bénéficiaires avant la fin du projet. Le FIDA devra y veiller. Par ailleurs, tirant leçon des expériences du PACER, elle recommande pour les futurs projets, de mettre en place une chaîne efficace de suivi/contrôle.*

15. En ce qui concerne l'Effet 3 "Améliorer l'accès aux infrastructures d'appui à la production et à la mise en marché", les résultats atteints sont globalement satisfaisants au terme des six années de mise en œuvre. En effet, l'indicateur relatif aux infrastructures de collecte primaire, de stockage, et de mise en marché est réalisé à plus de 100% (6 990,74 m² sur 6.494 m² prévus), celui de la superficie effectivement aménagée et exploitée à la fin du projet dans les villages d'intervention à 78% (226,84

ha sur 291), et le nombre de producteurs exploitant les bas-fonds aménagés dans les villages d'intervention du PACER à 87% (1 041 sur 1200). En revanche, le potentiel productif irrigable aménagé n'est exécuté qu'à 67% (270,34 sur 405 ha).

16. Une bonne appréciation des résultats ci-dessus devra tenir compte des faiblesses suivantes relevées dans la mise en œuvre des activités : i) les critères de choix des sites des infrastructures et leur utilisation par les bénéficiaires ; ii) l'implication des bénéficiaires des basfonds ; iii) la qualité de l'accompagnement des promoteurs par les opérateurs prestataires. Toutes choses dont les futurs projets du FIDA devront tenir compte.

17. **Facilitation de l'accès aux engrais.** Le fonds d'appui à l'accès aux intrants a facilité l'approvisionnement en engrais des producteurs de trois des filières promues par le projet (ananas, riz et maraîchage). Au total, 1 056 producteurs dont 147 femmes (14%) ont bénéficié de ces crédits-intrants pour un montant total de 264,432 millions de FCFA. Le montant récupéré au 30 septembre 2016 se chiffre à 212,217 millions de FCFA, soit un taux de récupération 80,25%. Pour améliorer ce taux, le projet a récemment requis les services d'un huissier qui est à pied d'œuvre pour aider à recouvrer les dettes des quatre consortia en retard de paiement : i) IRA/PROMOFRUIT (38,06 millions FCFA) ; ii) CERADEB-ONG (5,78 millions FCFA) ; iii) ESOP-Vallée (6 millions FCFA) et ; iv) UCCPR-Djougou (0,76 million FCFA). *La mission est d'avis que le ProCaR poursuive la récupération des fonds.*

18. **Ciblage.** Le projet a impacté globalement 108 739 personnes dont 51% de femmes, soit plus de 100% de l'objectif quantitatif de 72 000 personnes visées dans le DCP. Trois principaux leviers ont facilité ce ciblage : (i) le positionnement du PACER au plan technique et sectoriel sur la promotion des filières à impact potentiel sur le développement rural (le maraîchage, l'ananas, le riz, les R&T et le soja) ; (ii) l'accent mis au plan géographique sur le potentiel naturel de développement de ces filières et le ciblage des acteurs économiques émergents qui s'y investissent, (iii) la réorientation intervenue après la mi-parcours en termes de ciblage socio-économique ayant conduit à la mise en place d'un mécanisme de subvention couvrant à la fois les investissements et les fonds d'exploitation.

19. En terme de financement des promoteurs de MiP, sur une cible de 600 promoteurs attendus, seulement 309 ont été atteints, soit 52% de l'objectif du DCP. Les difficultés de ciblage socio-économique et celles liées au fonctionnement du mécanisme de financement tripartite ont été des contraintes qui ont diminué la performance globale du projet.

20. **Pauvreté, genre et inclusion des jeunes.** Les appuis financiers et non financiers offerts à toutes les catégories de cibles sur une base d'égalité, la mise en œuvre d'une démarche de financement articulée autour d'une approche par la demande ont favorisé l'auto-ciblage et l'accès des promoteurs hommes comme femmes aux ressources et aux bénéfices du projet. L'intervention du projet a contribué à l'amélioration de la qualité de vie des populations directement touchées et par ricochet des membres de leur ménage ; en témoigne le résultat net moyen par promoteur bénéficiaire qui est passé de 25 840 FCFA en début de projet (début de financement) à 760 202 FCFA (moyenne) en 2016.

21. Cependant, certains facteurs relatifs essentiellement à l'absence d'une grille de catégorisation des cibles articulée autour des critères sexe, âge et niveau de vulnérabilité ont limité l'impact du projet sur l'autonomisation des femmes et l'inclusion des jeunes. En effet, sur 173 MPE financés, seulement 36 MPE sont des femmes (soit 21%) contre 142 MPE hommes (soit 79%). Le financement de ces MPE femmes n'a mobilisé que 28% de la subvention consentie par le projet pour le financement des MPE. Même si les 136 AGR financés regroupant 2255 personnes dont 1635 sont des femmes (soit 73% des membres des G/AGR), les AGR typiquement féminines n'ont bénéficié globalement que de 18% des subventions du PACER. Pour ce qui est des jeunes, seulement 16 groupements d'AGR sur les 136 financés (soit 11%) ont des membres de moins de 36 ans d'âge et 44 MPE sur 178 jeunes (soit 25%) ont entre 23 et 35 ans.

22. **Gestion financière et comptable.** A deux mois de la date d'achèvement du projet, les performances opérationnelles liées aux activités fiduciaires sont globalement acceptables. Le taux de décaissement réel au 31/10/16 est de 93,36%, avec un taux moyen d'exécution des PTBA sur la période 2010/2016 de 76,73%. En matière de contrepartie, le taux de réalisation est de 44,74%. Enfin, les contributions des bénéficiaires et des IMF sont respectivement de 41,93% et 6,69%. En ce qui concerne les échéances contractuelles, les états financiers 2015 et leurs annexes ont été transmis au FIDA dans les délais requis le 18/03/16. Il en est de même du rapport d'audit dont la

version finale a été envoyée le 27/06/2016. Par ailleurs, les rapports financiers trimestriels intérimaires 2016 ont été régulièrement envoyés au FIDA à bonnes dates (07/05/16, 20/07/16 et 31/10/16). Enfin, les situations administratives, financières et comptables nécessaires à la présente revue ont été rendues disponibles au démarrage de la mission. Cependant, les questions suivantes sont à résoudre : i) le remboursement par le SFD CECAC (URA Sud) d'un montant de 55 317 183 FCFA, retenu à titre de garanties des crédits à octroyer aux promoteurs de Micro-projets, représentant le solde des subventions reçues de la part du projet au profit des bénéficiaires et non reversé à ces derniers ; ii) la récupération des crédits intrants de 52 214 430 FCA ; iii) la clarification de l'utilisation de la ligne de refinancement logé au FNM avec le rapatriement des fonds non placés (10 820 762 FCFA) et des fonds récupérés auprès des SFD (109 862 207 FCFA) ; iv) l'audit des quatre autres SFD de l'URA Sud dans le cadre des subventions accordées aux bénéficiaires à travers ces structures ; vi) l'apurement des montants retenus à titre de garantie sur les subventions par les ASF et leur reversement aux bénéficiaires.

23. Préparation du rapport d'achèvement du PACER. Un calendrier précis pour la préparation de la mission d'achèvement du PACER sera préparé et partagé avec l'équipe du PROCAR et PACER afin d'organiser ladite mission en avril 2017, pour la transmission du rapport d'achèvement au plus tard le 30 juin 2017. Une étude socio-économique des effets et impacts du PACER est en cours de réalisation tandis que celle de SYGRI est planifiée pour mars/avril 2017. Cette date va au-delà de la date d'achèvement du projet mais elle a reçu l'accord exceptionnel du FIDA, tenant compte du fait qu'il faut trois ans entre deux études SYGRI, la première étude n'ayant été réalisée qu'en avril 2014. Le projet a, par ailleurs, réalisé un certain nombre d'études internes : i) succès et échecs du PACER ; ii) capitalisation de l'expérience des salons CVA ; iii) capitalisation de l'expérience Consortia Filières ; iv) capitalisation de la cogestion des infrastructures marchandes par les mairies et les ADV ; v) analyse de la durabilité des microprojets appuyés par le PACER.

24. Les études recommandées par les dernières missions (juin et décembre 2015) dans le cadre de la préparation du rapport d'achèvement du PACER en vue de bien documenter les changements intervenus, sont en cours. Il s'agit de l'étude socio-économique finale qui intègre celle relative aux effets et impacts induits et la durabilité des acquis des MPE/AGR en termes de viabilité économique et financière, et à la contribution des infrastructures réalisées (bas-fonds, infrastructures marchandes) à l'atteinte des objectifs du projet, notamment sur le public cible. En revanche, l'analyse de la pertinence, de l'efficacité et de l'efficience du ProCaR n'est toujours pas réalisée. *La mission invite l'équipe du projet à finaliser les études en cours et lancer la réalisation de l'étude sur l'analyse de la pertinence, de l'efficacité et de l'efficience du ProCaR.* Les rapports de toutes ces études seront mises à la disposition de la mission d'achèvement pour son exploitation.

25. Personnel du PROCAR. Le Coordinateur et le RAF du PROCAR vont quitter le programme en principe le 31 décembre 2016. A cet effet, le processus de recrutement pour le coordinateur par un bureau indépendant est en cours. Cependant, en ce qui concerne le RAF, ce poste sera comblé par le chef comptable actuel du PAPSFA qui aura un contrat probatoire d'un an renouvelable sur base de l'évaluation de sa performance durant la période probatoire.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Poursuivre la récupération et sécuriser les fonds intrants en attendant que les modalités d'utilisation soient définies.	Coordonnateur	Immédiatement
Faire le point de tous les prélèvements opérés par les SFD de la zone de l'URA Sud et les restituer aux bénéficiaires. Le FIDA devra y veiller.	Coord/C PACER/FIDA	15 décembre 2016
Mettre en place un système efficace de suivi/contrôle	Coord/C Projet	Continu
Organiser un atelier sur l'implication des SFD dans le financement rural ; y impliquer les parties prenantes (projets, bénéficiaires, PTF, consultants etc.)	C PACER	15 décembre 2016
Prendre les dispositions requises en vue de la finalisation des études nécessaires à l'achèvement et la mise à disposition des rapports.	C/PACER	Fin novembre 2016 et mars 2017

C. Produits et effets

Composante A « Appui au développement des filières (ADF) ».

26. Au titre de cette composante, il est prévu que : (i) 80% des organisations professionnelles des filières retenues sont fonctionnelles et (ii) offrent des services dans au moins 70% des villages de concentration (bassins de production) du PACER ; (iii) les organes de décision

des OP comportent au moins 30% de femmes et au moins 30% de jeunes ; (iv) le chiffre d'affaires moyen des MPE et des AGR appuyées connaît un accroissement de 25 % ; (v) le taux de rentabilité moyen des MPE et des AGR appuyées s'accroît de 10% ; (vi) les MPE et AGR créent 800 emplois directs nouveaux ; (vii) les rendements par ha des filières appuyées s'accroissent ; (viii) la production des promoteurs de microprojets de production végétale s'accroît de 5% ; (ix) la quantité de matières premières transformées s'accroît de 5% au niveau des promoteurs de microprojets de transformation ; (x) la quantité de produits finis issus de la transformation s'accroît de 5% au niveau des promoteurs de microprojets de transformation ; (xi) la qualité des produits finis issus de la transformation s'est améliorée.

27. **Appui aux organisations professionnelles agricoles.** Au 30 septembre 2016, au total 641 OPA ont été appuyées dans les filières promues, dont 88,42% sont fonctionnelles² (tenue régulière des réunions statutaires, renouvellement des instances conformément aux statuts, prestations de services aux membres, acquittement des parts sociales, existence de plan d'action, etc.). On y dénombre six faïtières départementales dont cinq fonctionnelles, 40 faïtières communales dont 34 fonctionnelles, 595 coopératives villageoises dont 208 fonctionnelles. Les OPA fonctionnelles offrent des services dans 59% des villages de concentration notamment la facilitation de l'accès aux intrants et l'appui à la commercialisation par la recherche de débouchés pour les produits. Les organes de décision des OP comportent 33,11% de femmes; 50% des postes de trésorerie sont occupés par des femmes. Il en ressort que les objectifs de positionnement des femmes dans les organes (30%) sont atteints. Cependant leur influence sur les prises de décision reste toujours faible car seulement 16,67% des femmes sont représentées au niveau des organes de décision des faïtières communales. Par rapport aux jeunes, l'objectif de 30% de représentation dans les organes n'a pas été atteint (seulement 24,2%). *D'où la nécessité pour les projets futurs de revoir la stratégie d'appui à l'inclusion des jeunes dans les instances de décision de leurs organisations.* Ces résultats obtenus en matière d'appui aux organisations professionnelles agricoles sont la conséquence des efforts soutenus d'implication des CARDER dans la mise en œuvre du PACER dans l'espoir d'une poursuite de ces appuis après l'achèvement du projet.

28. **Viabilité des MPE et AGR financés.** Le PACER a financé au total 309 MIP³ dont 221 sont enregistrés dans la base de données du PACER au 30 Septembre 2016. Parmi ces microprojets enregistrés, 74 ont été jugés en voie de viabilité en 2015 et bénéficient d'un appui technique et financier afin de garantir leur pérennisation au terme du projet. En Août 2016, l'analyse de ces microprojets montre que 95% sont fonctionnels et que 74% d'entre eux ont amélioré leurs scores de viabilité de 2015. Une analyse de la viabilité des MIP jugés non viables est nécessaire avant fin décembre 2016 afin d'apprécier les évolutions intervenues.

29. Globalement, le chiffre d'affaires moyen des MPE et AGR appuyées a connu un accroissement entre 2013 et 2015 largement au-delà des 25 % prévus grâce aux appuis du projet : le chiffre d'affaires moyen par promoteur est passé de 368 612 FCFA en 2013 à 1 247 352 FCFA en 2014 et à 2 500 209 FCFA en 2015. Soit un accroissement de près de 180% par rapport à 2013. Cependant les 28 derniers microprojets financés par le PACER au profit des jeunes du PPEA dans le cadre du partenariat entre le FIDA et le PNUD sont confrontés à la réticence des SFD à la mise en place du crédit et 50% de ces microprojets peinent à démarrer. *D'où la nécessité pour le PACER de renforcer l'accompagnement de ces promoteurs, notamment à travers la formation sur les itinéraires techniques et les outils de gestion et leur mise en relation avec d'autres projets.*

30. Par ailleurs, le taux de rentabilité⁴ moyen de 55% en 2015 et de 60% en Août 2016 des 217 MIP enregistrés dans la base de données du projet indique une bonne évolution de ces microprojets. Les filières et maillons de filières dont la rentabilité a été maintenue au cours des années 2015 et jusqu'en Août 2016 sont : la production maraîchère (57,84% en 2015 et 80,35% en août 2016), la transformation des racines et tubercules (54,59% en 2015 et 82,44% en août 2016), la production de riz (94,73% en 2015 et 132,29% en août 2016), la production du soja (129,29% en 2015 et 160,59% en août 2016), et la transformation du soja (57,40% en 2015 et 74,12% en août 2016). Les emplois créés par les MPE et AGR sont à la hauteur des prévisions de 800 emplois directs

² 298 fonctionnelles sur 337 dont les données sont disponibles. Le nombre total d'organisations créées étant 641 OPA.

³ 314 MIP financés dont un dernier lot de 5 MIP annulés par suite de refus de financement par les SFD, ramenant à 309 le nombre total de MIP financés au 30 Septembre 2016.

⁴ Rapport résultat net sur coût total

nouveaux prévus malgré la forte contribution des équipements modernes de maraichage financés par le projet à réduire l'utilisation de la main d'œuvre salarié pour la distribution de l'eau.

31. Les estimations de rendement au niveau de la base de données de la Cellule de Suivi Evaluation du projet indiquent que les rendements moyens des cultures promues par le projet ont évolué de façon positive d'une campagne à l'autre de 2013 à 2015 : 32,65% pour le riz, 90,27% pour le manioc, 38,67% pour le soja, passant de 5 025 kg/ha à 6 250 kg/ha pour le riz, de 8 767kg/ha à 17 000 kg/ha pour le manioc et de 700 kg/ha à 1 588 kg/ha pour le soja. Les résultats de production de l'année 2016 ne sont pas encore disponibles. Parallèlement, la transformation des matières premières en produits finis ont connu une évolution positive notamment pour la transformation de l'ananas en jus : 16 273 kg en 2015 contre 3 017 kg en 2014. Par rapport à la qualité des produits transformés, le PACER n'a toujours pas opérationnalisé l'indicateur permettant d'apprécier les efforts d'amélioration de la qualité des produits réalisés par le projet. Néanmoins, 180 promoteurs ont été formés sur les bonnes pratiques d'hygiène, quatre promoteurs ont reçu le certificat de la DANA et une dizaine de promoteurs sont préparés pour la certification de leur produit.

32. **Facilitation de l'accès au financement.** Le PACER prévoit une participation des Institutions Financières au mécanisme de financement à hauteur de 70% des besoins de crédit des promoteurs (400 MPE et 200 AGR) à la fin du projet et la satisfaction des besoins de crédit des promoteurs de microprojets à hauteur de 60%.

33. Au 30 Septembre 2016, 423 microprojets ont été élaborés et approuvés au profit des MPE et AGR bénéficiaires. Parmi ces microprojets, 309 (279 auxquels s'ajoutent un de RETRATO, un de la Coopérative AGBLEGNON et 28 microprojets des jeunes PPEA) ont été subventionnés par le PACER.

34. Les engagements pris par les SFD d'accompagner le PACER pour le financement des MIP des promoteurs dans l'URA Sud n'ont pas été respectés. Pire, des prélèvements de subvention aux fins de la constitution de garanties financières ont été observés dans les processus de financement des promoteurs du projet dans la zone couverte par l'URA Sud contrairement aux procédures de mise en œuvre du fonds d'appui aux filières.

35. L'audit des MIP financés par le SFD CECAC recommandé par la mission de supervision de juin 2016 a été réalisé. Il en ressort que le SFD CECAC a reçu du PACER un montant de subvention de 148 897 011 FCFA à reverser aux promoteurs. Mais CECAC n'a reversé que 93 579 228 FCFA et détient par devers lui le montant de 55 317 183 FCFA de subvention destinés aux promoteurs appuyés par le projet. L'audit a révélé que c'est le responsable de l'URA Sud qui a autorisé les SFD de sa zone à retenir une garantie sur les fonds des microprojets des promoteurs dans toute sa zone d'intervention, face à la réticence des SFD à octroyer des crédits à ces derniers. Compte tenu de l'ampleur du problème de prélèvement de garantie sur les subventions des promoteurs, cause du litige qui oppose les SFD et ces derniers, l'audit réalisé sur les MIP financés par le CECAC est étendu aux quatre autres SFD opérant dans la zone afin de faire des investigations complémentaires et de déterminer (entre autres) les montants exacts de subvention encore détenus à titre de garantie et devant être restitués aux promoteurs. Le rapport de cet audit complémentaire est attendu pour le 30 Novembre 2016. *Au regard de la gravité de la situation, la mission recommande la prise de mesures idoines pour la récupération et le reversement des montants restants dus aux promoteurs tels que déterminés par le cabinet d'audit.*

36. La mission constate avec surprise que les ASF de la zone Sud ont opéré de la même manière sur les subventions mises en place et qu'elles ont même commencé à les restituer. En effet, sur un total de 156 262 516 FCFA, elles ont prélevé 57 838 955 FCFA. Au 30 octobre 2016, un montant total de 30 911 947 FCFA a été restitué, d'où un solde restant dû de 26 927 008 FCFA.

37. La mission note que le SFD ASMAB détient par devers lui des subventions de 12 promoteurs dont les MIP n'ont finalement pas été financés. Ces subventions se chiffrent à un montant de 5,5 millions de FCFA.

Composante B : « Infrastructures Rurales »

38. **Bas-fonds aménagés.** Au total, 270,34 ha de bas-fonds ont été aménagés sur une prévision révisée à la RMP de 405 ha, soit 66,75% de réalisation. Ces bas-fonds sont aménagés dans 24 sites répartis sur toute l'étendue du territoire national et exploités à 100% en cultures pluviales par 1 041 producteurs. La non atteinte des prévisions révisées au terme du projet s'explique

par les problèmes fonciers sur certains sites prévus (conflits entre membres de groupement ayant conduit à la réduction des superficies initialement prévues, cas de Malanville, et Boko), la complexité des procédures de passation des marchés et de réalisation des travaux, et le constat à la mi-parcours du délai insuffisant pour la réalisation des travaux restant avant l'achèvement du projet. La mission recommande pour les interventions futures, *d'une part, d'éviter les retards dans la réalisation des études et dans les procédures de passation des marchés, puis d'autre part, d'améliorer le suivi de l'exploitation par les bénéficiaires des bas-fonds aménagés.*

39. **Infrastructures marchandes.** Les objectifs quantitatifs du PACER par rapport à la réalisation des infrastructures marchandes ont été atteints et même dépassés depuis 2015 : 6 990,74 m² bâties pour 6 494 m² prévus (soit 107,64%). Elles concernent 50 magasins pour une superficie de 3 260,9 m² et 74 hangars pour 3 729,84 m². Soit au total de 124 infrastructures marchandes réalisées. La mission note que ces infrastructures ont été réalisées sur des sites marchands, propriétés de communes dont les dirigeants en revendiquent la gestion. C'est pour cette raison que le PACER a inscrit le suivi de la bonne utilisation des infrastructures marchandes dans les cahiers des charges des opérateurs, pour les activités de l'année 2016. Ce suivi visait à améliorer l'utilisation des infrastructures par le groupe cible visé dans le cadre de leur réalisation. Ainsi, des négociations ont eu lieu avec les communes en vue d'une cogestion de ces espaces marchands. 13 conventions de cogestion ont pu être signées sur 87 attendus, soit 15%. Parmi les conventions signées 10 sont en cours de mise en œuvre. La mission apprécie l'effort fait par le PACER pour faire appliquer les conclusions du Conseil des Ministres relatives à la cogestion des infrastructures malgré la résistance des communes. Elle est d'avis que *le Gouvernement prenne les dispositions afin cette cogestion devienne effective au plan national.*

40. **Pistes rurales.** Cette activité concerne la construction/réhabilitation de 250 km de pistes rurales. En raison des difficultés de mobilisation du financement, ce volet avait été supprimé de la composante IR à la Revue à mi-parcours du PACER. Cependant depuis 2014, la BOAD a repris le dossier et a fourni les ressources pour les études de faisabilité et fait des missions périodiques au Bénin pour le suivi du dossier.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Prendre les mesures idoines pour la récupération et le reversement des montants restants dus aux promoteurs tels que déterminés par le cabinet d'audit	Coord/Procar	15/12/2016
Faire le point de tous les autres fonds de subvention restés détenus par des SFD (ASF, ASMAB etc.),	Coord/Procar	15/12/2016
Prendre les dispositions afin que les décisions prises par le Conseil des Ministres relativement à la cogestion des infrastructures deviennent effectives au plan national.	Gouvernement	PM

D. État d'avancement de l'exécution du projet

41. **Suivi-Evaluation.** Le système de suivi évaluation mis en place au niveau du ProCaR dispose d'une base de données informatisée qui répond aux requêtes sur le suivi des activités des projets, tout au moins en ce qui concerne le PACER. Cependant, certaines activités sont traitées sur Excel (PTBA, Taux d'exécution physique) en raison du retard accusé dans la saisie des données du suivi-évaluation, et cela malgré l'autorisation de la mission de supervision de juin 2016 de recruter des consultants et opérateurs de saisie, et d'organiser un atelier de rattrapage des saisies.

42. La mission a constaté que l'administrateur de la base de données faisait recours au concepteur chaque fois qu'il avait un besoin de changer ou compléter un indicateur dans la base. Aussi, il est nécessaire *que le degré de paramétrage du progiciel soit revu par le concepteur de sorte que l'administrateur puisse configurer le logiciel sans leur intervention/assistance.*

43. A ce jour, au total, les données de 221 microprojets (217 PACER et quatre jeunes du PPEA) sont saisies dans la base (données physiques et financières disponibles) sur un total de 309 MiP financés. Ces données ont été exploitées par la cellule de suivi-évaluation avec l'appui de la Direction de la Programmation et de la Prospective du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche pour réaliser une étude diagnostique de la durabilité des microprojets et de leur capacité à sortir les promoteurs de la pauvreté. Les conclusions de cette étude ont été présentées à la mission. Il en ressort que sur les 25 indicateurs identifiés pour faire le diagnostic de la durabilité des microprojets

appuyés par le PACER, seuls 8 (32%) ont pu être pris en compte ; ce qui est manifestement insuffisant pour tirer des conclusions. *La Cellule Suivi-évaluation devra compléter la base avec les données de l'ensemble des 309 MiP financés. De plus, afin de pouvoir tirer des conclusions utiles de l'étude diagnostic, la mission est d'avis qu'il faille la reprendre en prenant en compte une masse critique d'indicateurs, avec l'appui d'un expert rompu à ce genre d'exercice, dans le cadre de la préparation de la revue finale du projet.*

44. En ce qui concerne l'établissement de liens automatiques à établir entre la base de données et le cadre de résultats du COSOP en vue de renseigner systématiquement les indicateurs du COSOP, le FIDA a donné son avis de non-objection sur les termes de référence du consultant chargé d'accompagner le cabinet informatique ASH GROUP INTERNATIONAL dans cette tâche. *Les travaux devront être achevés le 15 décembre 2016 au plus tard.*

45. Par ailleurs, la mission note que l'hébergement de la base de données sur un serveur dédié à un utilisateur unique et sa mise en ligne n'a pas évolué. En effet, les services techniques de BENIN TELECOM ont été sollicités en vue du raccordement du siège du ProCaR au réseau de fibre optique qui passe le long de la route inter-état Cotonou-Malanville. Ce raccordement rendra la connexion internet nettement plus fluide et facilitera l'accès à la base de données et son exploitation. Une demande de non-objection a été envoyée au FIDA dans ce sens afin de *réaliser ce raccordement avant le 31 décembre 2016.*

46. **Système d'information géographique (SIG).** Le SIG a été réalisé et est fonctionnel. Il est installé à la Cellule Suivi-évaluation et permet de réaliser des cartes d'implantation des réalisations du ProCaR. Le répertoire des réalisations du ProCaR comporte désormais les coordonnées géographiques que l'on peut représenter sur une carte.

47. **Cohérence PTBA et exécution.** L'analyse de la mise en œuvre financière du PTBA 2016 révèle une bonne cohérence entre les prévisions contenues dans le PTBA et l'exécution. Elle fait ressortir au 31 octobre, un taux d'exécution physique estimé à 64,9% contre un taux d'exécution financière de 44,9%.

48. **Ciblage géographique et technique.** Au plan géographique : (i) l'accent mis en particulier sur les zones d'intervention des anciens projets FIDA comme le PADER et PDRT, (ii) les critères fondamentaux tels que : le potentiel naturel de développement des filières agricole cibles, la densité des villages par zone d'URA avec la définition d'une stratégie de quota par zone d'URA⁵, l'approche «zone de concentration», ont permis dans une certaine mesure, d'assurer un bon maillage des investissements sur l'ensemble du territoire et contribué à consolider et valoriser les acquis des deux précédents projets. En effet, sur 309 MIP financés, 52% des porteurs sont dans la zone URA-Bohicon qui compte le plus grand nombre de communes d'intervention ; 22% dans la zone URA-Djougou et 26% dans la zone URA-Parakou. Cependant des écarts ont été observés avec le financement de certains MIP dont le ciblage ne tient pas véritablement compte des critères relatifs au potentiel naturel des zones de leur implantation, ni au potentiel productif du promoteur à financer, dans l'analyse du microprojet avant sa sélection entraînant à la mise en œuvre des investissements coûteux mais non productifs. A titre illustratif, sur la filière maraîchage, l'exemple de plusieurs MiP financés avec des investissements dans des forages où le coût d'exploitation très élevé et parfois l'absence d'eau dans certains forages ont entraîné l'abandon de l'activité par leurs promoteurs (cas des MiP des jeunes du site de Toffo avec une nappe située à plus 180 m de profondeurs et mobilisant plus de 45% des charges d'exploitation pour la carburation, du G/AGR Agblégnon, et de cas inquiétants de quatre MIP au profit des jeunes PPEA pourtant financés seulement en 2016).

49. Pour ce qui est du ciblage sectoriel, la mission observe qu'il y a eu beaucoup d'avancées sur ce point à la mise en œuvre du projet. Conformément à sa stratégie de base, le projet a concentré ses interventions sur la promotion de cinq filières agricoles : les cultures maraîchères, l'ananas (production et transformation), les racines et tubercules (le manioc principalement), le riz et accessoirement le soja. Sur les 309 MiP financés, plus de 60% sont axés sur le maillon production principalement la production maraîchère (soit 43%). Les maillons transformation (des racines et tubercules, l'ananas, riz) et commercialisation représentent respectivement 37% et 1,3% des MIP financés. Les filières maraîchères et ananas définies comme des filières à impact économique potentiel sur l'amélioration des revenus des cibles, regroupent près de 54% des promoteurs financés

⁵ 55% URA-Bohicon, 25% URA-Djougou et 20% URA-Parakou

et mobilisent à elles seules près de 80% des subventions qui sont accordés. De plus, 51 des 74 MiP viables, sont dans ces filières.

50. **Ciblage directe et auto-ciblage des bénéficiaires.** Le PACER a mis en œuvre une approche de financement basée sur la demande et articulée autour d'un processus de ciblage participatif décliné en trois grandes étapes qui a contribué dans une certaine mesure à la responsabilisation des acteurs à la base dans le processus de leur ciblage, notamment : i) la sensibilisation/information des potentielles cibles sur les opportunités d'appuis offertes par le projet, et ii) la mise à disposition des promoteurs d'un accompagnement technique pour le montage de leur micro-projets. Dans le principe, ces dispositions ont contribué à offrir une chance égale à toutes les catégories d'acteurs de bénéficier des appuis du projet et ont facilité l'auto-ciblage.

51. Cependant, ces chiffres, qui cachent de véritables problèmes de ciblage et des disparités de genre dus entre autres à l'absence d'un document de stratégie de ciblage et genre opérationnalisant les directives contenus dans le DCP et autres documents de base du projet, n'ont pas été de nature à favoriser une prise de conscience de l'ensemble des acteurs impliqués dans la mise en œuvre sur l'importance de ces dimensions ni à travailler dans une démarche de recherche actions favorisant les réajustements nécessaires pour l'atteinte des objectifs. Les résultats en fin de projet montrent que sur 400 MPE et 200 AGR visés seulement 173 MPE et 136 AGR ont été atteints soit globalement 52% de l'objectif du DCP. De plus, les biais observés en matière de ciblage ont contribué à diminuer la performance globale du projet avec seulement 55 MiP viables sur les 309 financés. (soit seulement 18% de l'objectif).

52. Les déterminants qui expliquent cette faible performance du projet sont : (i) la frilosité des SFD à octroyer des crédits adaptés aux promoteurs ; (ii) l'absence de plafonnement des coûts des investissements à financer ; (iii) l'absence de MiP type pouvant servir de modèle dans l'évaluation des coûts ont entraîné quelques disparités dans l'attribution des subventions aux promoteurs, (iv) la non réalisation des formations prévues pour le renforcement de l'équipe de gestion, des opérateurs de terrains et des OPA ; (v) la faible capacité des cibles vulnérables du projet à mobiliser les apports personnels attendus et à présenter des garanties valables pour bénéficier des crédits au près des SFD et (vi) les questions de trésorerie intervenues en cours de mise en œuvre.

53. **Genre et pauvreté.** Les appuis financiers et non financiers offerts à toutes les catégories de cibles sur une base d'égalité, l'accès des promoteurs hommes comme femmes aux ressources et aux bénéfices du projet à travers les formations, les appuis conseils, les sensibilisations de même que les différents accompagnements à la formalisation de plusieurs groupements d'AGR et petites coopératives familiales ont favorisé la création/renforcement de micro et petites entreprises en amont et en aval des filières retenues. Au total, 423 micro entreprises (233 MPE et 190 AGR) ont bénéficié de l'accompagnement du projet pour le montage de leurs MiP et 309 de ces promoteurs, soit 173 MPE et 136 AGR, ont bénéficié des subventions du PACER. Ces accompagnements ont conduit globalement 55 des 74 promoteurs en voie de viabilité à confirmer leur place de promoteurs viables en phase de devenir des véritables entités économiques (petites et moyennes entreprises) capables de renforcer leur participation à la création de la richesse pour favoriser l'employabilité d'autres vulnérables dans leur localité. Pour les cinq filières promues, les données agrégées par la CSE à date montrent que, le maraîchage à lui seul a généré près de 66% des valeurs ajoutées financières créées dans l'économie locale toute proportion gardée.

54. L'intervention du projet a contribué à l'amélioration de la qualité de vie des populations directement touchées et par ricochet des membres de leur ménage ; n'en témoigne le résultat net moyen par promoteur bénéficiaire qui est passé de 25 840 FCFA en début de projet (début de financement) à 760 202 FCFA (moyenne) pour 2016.

55. En termes de représentativité dans les organes de décision, l'intervention du projet a conduit de manière directe ou indirecte à la promotion de 50,27% de femmes dans les organes de décision des coopératives villageoises et 30% des organes de gestion des unions communales. Sur 580 producteurs exploitant des bas-fonds aménagés et mis en valeur, il y a 50% de femmes. La mission a pu observer sur le terrain, des promoteurs de MiP financés (femmes et hommes), qui ont acquis grâce à l'intervention du projet, un bien-être économique et une certaine aisance grâce à la mise en œuvre de leurs activités.

56. Cependant, les difficultés dues essentiellement à l'absence d'une grille de catégorisation des cibles articulée autour des critères sexe, âge et niveau de vulnérabilité, la non prise en compte des

dimensions d'équité sociale pour favoriser la primauté des MER sur les MPE, l'absence d'une stratégie de discriminatoire positive dans l'analyse, la sélection et le financement des promoteurs des MiP conformément aux orientations contenues dans le manuel de procédure de gestion du FAF, ont limité l'impact du projet sur l'autonomisation des femmes et l'inclusion des jeunes.

57. En effet, sur 173 MPE financés, seulement 36 MPE sont des femmes (soit 21%) contre 142 MPE hommes (soit 79%). Le financement de ces MPE femmes n'a mobilisé que 28% de la subvention consentie par le projet pour le financement des MiP. Même si les 136 AGR financés regroupant 2255 personnes dont 1635 sont des femmes (soit 73% des membres des G/AGR), les AGR typiquement féminines n'ont bénéficié globalement que de 18% des subventions PACER tandis que les AGR mixtes ont mobilisé 45% de la subvention PACER (soit 3 fois la subvention mise en place pour l'accompagnement des groupements d'AGR). Des leçons doivent être tirées pour faire en sorte que les prochaines interventions mettent au cœur de l'intervention la problématique de ciblage, genre et jeunes. Les équipes de mise en œuvre doivent se mettre dans une démarche de « learning by doing » également dans ce sens pour faire les réajustements nécessaires en vue de garantir l'atteinte des résultats dans ce domaine.

58. **Inclusion des jeunes.** En ce qui concerne les jeunes (homme et femmes), le PACER n'a appliqué aucun mécanisme particulier qui renforce leur inclusion. Une avancée a pu être obtenue depuis les missions de supervision de 2015 avec le financement des jeunes du PPEA, mais la situation globale en fin de projet reste cependant insatisfaisante. Les données fournies par la CSE montrent que l'âge moyen des 309 promoteurs financés tout sexe confondu est de 45 ans. Seulement 16 groupements d'AGR sur les 136 financés (soit 11%) ont des membres de moins de 36 ans d'âge et 44 MPE sur 178 (soit 25%) ont entre 23 et 35 ans. Ces données montrent que les jeunes de 25 à 35 ans ont été moins ciblés que les autres catégories et tranches d'âge tout sexe confondu. Le maraîchage et la transformation de l'ananas en jus ont été les filières qui ont capté les jeunes et contribué à renforcer leur accès à l'auto-emploi. Au total, les 309 microprojets réellement financés, ont généré 534 emplois permanents et 306 emplois occasionnels, dont au total 436 pour les jeunes de moins de 36 ans avec plus de 50% comme mains d'œuvre temporaire dans l'activité de maraîchage (principalement les jeunes élèves pendant les périodes de vacance scolaires et les heures de repos de même que quelques déscolarisés et non scolarisés).

59. **Sécurité alimentaire.** L'enquête SYGRI de référence d'avril 2014 a indiqué que 88% des 900 ménages, ont vécu une période d'insécurité alimentaire (disette) caractérisée par une malnutrition chronique et une insuffisance pondérale concernant respectivement 33% et 22% des enfants de 0 à 5 ans, dans la zone d'intervention du projet. L'investissement du PACER dans la promotion des filières stratégiques comme les racines et tubercules et le riz, de même que les divers appuis en termes d'aménagement des basfonds pour la maîtrise de l'eau, de renforcement des acteurs dans l'accès aux facteurs de productions ont contribué à l'amélioration des revenus des bénéficiaires touchés dans une certaine mesure.

60. L'examen des chiffres contenus dans la base de données révèle qu'un surplus d'au moins 1762 tonnes de riz, sur 2202,5 tonnes produites, et de 458,39 tonnes de gari (dérivés R&T) sur 507 tonnes ont été commercialisées par les cibles appuyées dans la zone d'intervention du projet, ce qui illustre dans une certaine mesure que l'insécurité alimentaire s'est atténuée suite à l'intervention du projet.

61. **Innovations.** Le concept de consortium-filière opérationnalisé par le PACER qui met en réseau un ensemble de producteurs ou de groupements de producteurs d'une part, et une entreprise transformatrice/exportatrice ou une organisation paysanne appelée « tête de pont » d'autre part, dans l'intérêt bien compris des deux parties a permis d'assurer un approvisionnement en intrants de qualité pour les premiers, la fourniture de produits de qualité en quantité suffisante et l'accès à un marché sécurisé pour les seconds. Six consortia ont été opérationnels dont trois dans la filière ananas, deux dans la filière riz et un dans la filière maraîchage et ont permis au projet de mettre en place 964,7 tonnes d'engrais.

62. L'organisation de salons des chaînes de valeurs ajoutées (CVA) réunissant les acteurs (fournisseurs de semences, producteurs, transformateurs, commerçants, les structures financières décentralisées et les services d'encadrement) d'une même filière, dans les différentes régions du pays. Les salons CVA ont comme objectif la création ou le renforcement des liens d'affaires efficaces et durables entre les acteurs des CVA, en particulier à travers la formalisation/contractualisation de ces liens. 55 contrats formels ont été signés en 2015 entre acteurs des CVA des filières promues et 127 voyages de recherche de marché ont été organisés à l'extérieur des communautés. Un atelier

d'échange d'expériences parmi les différents acteurs impliqués a été organisé à Boukombé pour évaluer les facteurs de réussite, les causes d'échecs et les stratégies de pérennisation de cette expérience.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Revoir le degré de paramétrage du progiciel de sorte que l'administrateur puisse configurer le logiciel sans leur intervention/assistance	RSE/ASH Consult/C Projets/ProCaR	31 janvier 2016
Compléter la base avec les données de l'ensemble des 309 MiP financés y compris les 88 MiP restants.	CSE/ASH Consult	15 décembre 2016
Reprendre l'étude sur la durabilité des MiP en prenant en compte une masse critique d'indicateurs, avec l'appui d'un expert rompu à ce genre d'exercice, dans le cadre de la préparation de la revue finale du projet	CSE/Coord	15 décembre 2016
Faire une collecte spécifique de données différenciées par sexe, par âge et par statut social sur le niveau de production, les rendements, l'évolution des chiffres d'affaires, l'exploitation des bas-fonds, les infrastructures marchandes afin d'apprécier l'effet induit par les actions du projet sur les cibles prioritaires que sont les femmes et les jeunes	RSE Chef projet, RSE	Immédiatement

E. Aspects fiduciaires

63. **Situation d'ensemble.** A deux mois de la date d'achèvement du projet, les performances opérationnelles liées aux activités fiduciaires sont globalement acceptables. Le taux de décaissement réel au 31/10/16 est de 93,36%, avec un taux moyen d'exécution des PTBA sur la période 2010/2016 de 76,73%. En matière de contrepartie, le taux de réalisation est de 44,74%. Enfin, les contributions des bénéficiaires et des IMF sont respectivement de 41,93% et 6,69%. En ce qui concerne les échéances contractuelles, les états financiers 2015 et leurs annexes ont été transmis au FIDA dans les délais requis le 18/03/16. Il en est de même du rapport d'audit dont la version finale a été envoyée le 27/06/2016. Par ailleurs, les rapports financiers trimestriels intérimaires 2016 ont été régulièrement envoyés au FIDA à bonnes dates (07/05/16, 20/07/16 et 31/10/16). Enfin, les situations administratives, financières et comptables nécessaires à la présente revue ont été rendues disponibles au démarrage de la mission. Cependant, les questions suivantes sont à résoudre : i) le remboursement par le SFD CECAC (URA Sud) d'un montant de 55 317 183 FCFA, retenu à titre de garanties des crédits à octroyer aux promoteurs de Micro-projets, représentant le solde des subventions reçues de la part du projet au profit des bénéficiaires et non reversé à ces derniers ; ii) la récupération des crédits intrants de 52 214 430 FCA ; iii) la clarification de l'utilisation de la ligne de refinancement logée au FNM avec le rapatriement des fonds non placés (10 820 762 FCFA) et des fonds récupérés auprès des SFD (109 862 207 FCFA) ; iv) l'audit des quatre autres SFD de l'URA Sud dans le cadre des subventions accordées aux bénéficiaires à travers ces structures ; vi) l'apurement des montants retenus à titre de garantie sur les subventions par les ASF et leur reversement aux bénéficiaires.

64. **Immobilisations.** Les pré-inventaires de clôture des comptes 2016 seront effectués du 15 au 20/12/16 au niveau de l'UCP et des URA. Ces éléments seront validés par l'Inspection Générale et la Direction des Ressources Financières et du Matériel (DRFM) du Ministère de l'Agriculture. Les procès-verbaux y relatifs permettront d'effectuer, au cours de l'arrêté des comptes, le rapprochement des éléments physiques avec les données comptables, de traiter les écarts y relatifs et d'élaborer le rapport d'inventaire qui sera mis à la disposition des auditeurs.

65. **Gestion du personnel.** L'effectif du personnel du PACER est de 28 employés dont 13/UCP (03 cadres et 10 agents d'exécution), 15/URA (03 cadres, 03 agents d'appui et 09 agents d'exécution). Le personnel du ProCaR est pris en charge par le PAPSFRA. La couverture médicale et pharmaceutique, à 80%, est assurée à travers une police d'assurance maladie payée sur les fonds du projet. En matière d'évaluation, les performances du personnel sont évaluées trimestriellement conformément aux dispositions du manuel de procédures. Les rapports d'évaluation des trois premiers trimestres 2016 sont disponibles. Par ailleurs, à la date d'achèvement du 31/12/16, seize (16) agents seront libérés avec des droits qui se chiffrent à 18 130 800 FCFA. Il en sera de même pour les 12 restants jusqu'à la date de clôture du projet du 30/06/17 dont les indemnités seront de 12 562 800 FCFA.

66. Gestion financière et décaissements

PTBA d'achèvement 2016. Il s'agit du PTBA d'achèvement du projet, sur douze (12) mois, du 01/01/16 au 31/12/16, avec un personnel allégé à partir du 31/12/15 et une exécution des activités essentiellement centrée sur les opérations de consolidation des 75 microprojets jugés viables. Ce PTBA a pris également en compte les activités de clôture (du 01/01/17 au 30/06/17) notamment : i) les charges de salaires du personnel réduit de clôture et le fonctionnement de la période ; ii) les coûts des audits des comptes arrêtés au 31/12/16, au 30/06/17 ; iii) les dépenses relatives aux études thématiques et d'impact ainsi qu'au rapport d'achèvement ; iv) une provision éventuelle pour les retenues de garantie sur les marchés de travaux. Il se chiffre (en milliers) à 1 425 590 FCFA dont : 1 229 016 FCFA/FIDA (86,21%) ; 36 805 FCFA/Etat (2,58%) ; 87 341 FCFA/Bénéficiaires (6,13%) et 72 428 FCFA/IMF (5,08%). Au 31/10/16, le montant total exécuté est de 640 765 milliers FCFA, soit un taux d'exécution de 44,95% et des taux par bailleur de: 50,06%/FIDA ; 1,13%/Etat ; 21,68%/Bénéficiaires et 8,48%/IMF. Les taux de réalisation des composantes sont de : 46,99%/C1 ; 43,10%/C2 et 42,97%/C3. Par rapport à la période de référence, le taux d'exécution du PTBA 2016 est relativement faible. La mission rappelle l'importance que revêt le suivi rapproché de l'exécution des activités d'achèvement. En effet, elles doivent être réceptionnées au plus tard le 31/12/2016, faute de quoi, les dépenses y relatives ne seront pas honorées par le FIDA. Ainsi, les réceptions provisoires des travaux, les livraisons de fourniture, les remises des rapports définitifs de services de consultants etc. devront intervenir avant cette date.

67. **Suivi des PTBA.** En matière de performance d'exécution budgétaire, les taux enregistrés sur la période 2011/2016 sont de : 52,06%/2011 ; 50,18%/2012 ; 113,10%/2013 ; 74,26%/2014 ; 96,51%/2015 et 44,95% au 31/10/16. A date, les prévisions cumulées se chiffrent en milliers, à 12 973 717 FCFA, pour un cumul des réalisations de 9 954 817 FCFA, soit un taux moyen d'exécution sur la période de 76,73%.

68. **Déboursements/bailleurs.** Le coût total (en milliers) du programme dans le DCP, hors BOAD, est de 35 180 USD dont : 17 924 USD/prêt/don FIDA ; 4 388 USD/Etat ; 2 931 USD/Bénéficiaires et 9 937 USD/IMF. Au 31/10/16, le montant total réalisé est de 20 995,58 milliers de USD, soit un taux d'exécution global de 59,68%. Les déboursements (en milliers) ainsi que les taux de réalisation par bailleur sont respectivement de : prêt/don FIDA /17 138,13 USD (95,62%) ; Etat/1 963,37USD (44,74%) ; Bénéficiaires/1 229,11 USD (41,93%) ; IMF/ 664,97 USD (6,69%). En ce qui concerne les composantes, les résultats se présentent comme suit (en milliers) : 10 962,09 USD /composante 1 (42,95%) ; 3 004,66 USD/composante 2 (51,88%) et 4 438,55 USD/composante 3 (114,90%).

69. **Décaissements Prêt/Don FIDA.** Au 31/10/16, les décaissements réels à la DRF n°53 totalisent un montant de 11 203 424,40 DTS sur une dotation initiale de douze (12) millions de DTS, soit un taux de décaissement réel de 93,36%, ce qui est « satisfaisant » au regard de l'appréciation des Profils de Décaissement par type de Projet du FIDA (PDP/FIDA) ; ce taux sera porté à 96,28% avec la prise en compte de la DFR 54 en cours de signature à la CAA pour un montant de 246 195 375 FCFA/304 520 DTS. Actuellement le taux de décaissement réel de chacune des catégories VII 'Salaires' et VIII 'Entretien et Fonctionnement' sont respectivement de 109,69% et 97,20%. A cet égard, les estimations faites par le projet permettront d'assurer la mobilisation des ressources de ces catégories en deçà de 130%.

70. **Compte spécial Prêt/Don/FIDA.** Le rapprochement du compte spécial au 31/10/16 met en évidence un montant reconstitué de 883 165 478 FCFA sur un solde de l'avance initiale de 883 165 478 FCFA. Les soldes du compte de banques et de caisses se chiffrent à 596 838 684 FCFA (67,58%/CS). Le montant de la DRF 54 en signature à la CAA est de 246 195 375 FCFA (27,88%/CS). Les sommes prélevées du compte spécial en attente de soumission sont de 24 747 049 FCFA (2,80%) et celles en cours de justification (avances faites aux URA) sont de 18 184 876 FCFA (2,06%/CS). Les intérêts créditeurs à extourner du compte et à virer dans le compte de contrepartie sont de 2 800 506 FCFA (-0,32%/CS).

71. **Récupération de l'avance initiale Prêt/Don/FIDA.** Le plan de récupération de l'avance initiale envoyé au FIDA en juillet 2015 comporte neuf (09) DRF sur une période allant du 30/07/15 au 30/06/2017. Au 31/10/16, un montant de 716 834 522 FCFA (44,80% du CD)/880 805,98 DTS a été récupéré à la DRF 52, pour un solde du compte spécial de 883 165 478 FCFA/1 161 098,42DTS. A titre de rappel, le prélèvement qui était prévu sur la DRF 53 d'un montant de 117 825 000 FCFA, n'a pas été opéré par le FIDA. Dès lors, il est nécessaire de récupérer totalement la DRF 54, de

246 195 375 FCFA, en cours de signature à la CAA et qui sera envoyée au FIDA avant le 25/11/16. A date, le solde du compte du Prêt/Don est de 796 575,60 DTS.

72. **Avances aux URA.** Au 31/10/16, sur un montant total viré aux URA de 83 395 610 FCFA et entièrement dépensé par elles, 65 210 734 FCFA sont justifiés et 18 184 876 FCFA en cours de justification.

73. **Trésorerie disponible.** Au 31/10/16, les disponibles en banques/caisses s'élèvent à 596 838 684 FCFA dont: 585 745 777 FCFA/CS/BCEAO ; 9 982 752 FCFA/CS/BOA ; 283 716 FCFA/Compte/Guichet A et 826 439 FCFA/Caisse/UCP. A la même date, les dettes et les engagements concernant les organismes sociaux (CNSS et IPTS) et les fournisseurs/prestataires sont respectivement de 6 544 223 FCFA et 192 684 788 FCFA pour un total de 199 229 011 FCFA.

74. **Financement de la contrepartie.** Les prévisions en matière de contrepartie sur la durée de mise en œuvre du projet s'élèvent à 4 388 000 USD dont 2 245 040 USD/taxes et 1 842 960 USD/numéraire. A cet égard, sur les prévisions des PTBA 2011 à 2016 un montant total de 641 678 020 FCFA a été budgétisé pour la contrepartie en numéraire (celle sous forme de taxes n'a jamais fait l'objet de prévisions budgétaires). Au 31/10/2016, 309 926 464 FCFA ont été réalisés, soit 48,30% des prévisions en numéraires inscrites dans les PTBA. Suite à la recommandation de la dernière mission de supervision, la contrepartie taxes a été revue depuis le démarrage du projet et régularisé dans la comptabilité pour un montant de 631 007 990 FCFA, portant le total des taxes à 671 771 485 FCFA au 31/10/16 pour une contrepartie globale (numéraires plus taxes) de 981 697 949 représentant 44,74% de la contrepartie totale prévue dans le cadre de la mise en œuvre du projet.

75. **Financement des microprojets.** En matière de contribution des bénéficiaires pour la mise en œuvre des microprojets, il y a lieu de considérer qu'elle est constituée de leur participation directe en numéraire et/ou en nature (592 173 119 FCFA) à laquelle il faut ajouter celle indirecte constituée des compléments de financement obtenus auprès des IMF partenaires comptabilisés, à date, pour un montant total de 332 486 841 FCFA après toutes les régularisations opérées suite aux missions de terrain. Par ailleurs et à titre informatif, sur les capital et les intérêts échus sur les crédits octroyés de 278 641 811 FCFA, un montant de 228 149 087 FCFA a été remboursé soit 82%. Avec les régularisations comptables, les montants financés pour la mise en œuvre des microprojets se chiffrent à 1 685 710 820 FCFA dont : 761 050 860 FCFA/Fonds d'appui aux filières (45,14%) ; 592 173 119 FCFA/Bénéficiaires (35,12%) et à 332 486 841 FCFA/SFD (19,72%).

76. **Litige SFD CECAC.** Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du PACER, il a été mis en place un mécanisme de financement des microprojets prenant en compte une subvention du fonds d'appui aux filières, une contribution du bénéficiaire du MIP, et un crédit éventuel octroyé par un SFD. Suite à des réclamations de certains bénéficiaires affiliés à CECAC, la dernière mission de supervision avait instruit l'audit des opérations effectuées par cette institution dans le cadre du partenariat tripartite. Ainsi, cet audit a mis en évidence que sur 148 897 011 FCFA de subventions mises en place auprès du SFD « CECAC » par PACER, CECAC n'a réellement décaissé au profit des bénéficiaires que 93 579 828 FCFA. Le solde de la subvention non encore décaissé au profit des bénéficiaires s'élève à 55 317 183 FCFA. L'audit a également relevé d'autres manquements du SFD et des distorsions relatives à la mise en œuvre de la convention de cofinancement en ce qui concerne notamment la durée du crédit, le différé, le taux d'intérêt appliqué, le montant des crédits accordés, etc. En tout état de cause, la mission est d'avis que le solde de la subvention non encore décaissé pour les bénéficiaires, sous prétexte qu'il constitue une garantie aux crédits accordés, arrêté par l'auditeur à un montant de 55 317 183 FCFA, doit être impérativement retourné au projet pour mise à disposition au profit des porteurs de MIP concernés. Compte tenu de l'importance des faits évoqués, il a été décidé d'étendre cet audit aux quatre autres SFD de l'URA Sud. Par ailleurs, des ASF de cette URA sont également concernées par ces pratiques non orthodoxes. Ainsi, les ASF ont reçu des fonds de subvention de 156 262 516 FCFA sur lesquels 98 423 561 FCFA ont été versés aux bénéficiaires, soit un solde de 57 838 955 FCFA retenu à titre de garantie, ce qui n'était pas convenu entre les parties liées par la convention. Grace à l'action soutenue du projet, 30 911 947 FCFA ont pu être récupérés et mis à la disposition des porteurs de MIP concernés. Le reste, soit 26 927 008 FCFA est en cours de récupération. A titre de rappel, ces ressources appartenant à l'Etat, il reste entendu que leur manipulation délictueuse éventuelle pourrait être assimilée à un détournement de deniers publics. La mission est d'avis que les SFD impliqués dans ces pratiques doivent être exclus des partenaires des projets du ProCAR notamment le PAPSFR et le PADMAR. Quant aux ASF qui sont les produits

du ProCar, elles devront être sensibilisées et formées sur les questions d'éthique et de respect des dispositions contractuelles.

77. **Contribution des bénéficiaires.** Elle est estimée en milliers à 2 931 USD sur la durée d'exécution du projet dont : 433 USD/aménagements et infrastructures et 2 498 USD/fonds d'appui aux filières. Au 31/10/16, le montant total réalisé est de 614 552 milliers de FCFA/1229,11 USD dont 592 173/FCFA/1184,35 USD au titre des microprojets (96,35%) et 22 379 FCFA/44,76 USD pour les travaux (3,65%). Ces résultats représentent : 41,93% de la contribution totale attendue ; 10,34% de celle des travaux et 47,41% pour les microprojets. Le niveau de contribution pour les travaux reste peu significatif. A cet égard, il est important d'en assurer une revue complète pour une prise comptable optimale avant l'achèvement du projet, sous l'éclairage des dispositions prises lors de la revue à mi-parcours.

78. **Recouvrement des crédits/intrants.** Au 31/10/16, le montant total des crédits mis en place est de 264 432 000 FCFA dont : i) 76 742 000 FCFA au titre de l'année 2011 et remboursés à hauteur de 96,97% (74 415 000 FCFA) et, ii) 187 690 000 FCFA pour la période 2012/2014 et dont le taux de récupération se situe à 73,42% (137 802 570 FCFA). Il reste encore à mobiliser 52 214 430 FCFA dont 2 327 000 FCFA/2011 et 49 887 430/2012-2014, qui vont s'ajouter au solde créditeur du compte PACER/Intrants au 31/10/16 de 237 236 013 FCFA pour un total de 289 450 443 FCFA. La mise en place d'un mécanisme durable de reconstitution des fonds intrants, sur la base de ces ressources, devra se faire en relation avec le MAEP dans la mesure où lesdits fonds restent dévolus à l'Etat.

79. **Fonds National de Microfinance (FNM).** Un montant de 350 600 000 FCFA a été mis à la disposition du FNM dans le cadre de la gestion d'une ligne de refinancement des systèmes financiers décentralisés (SFD) partenaires (DPD n° 37 du 26/08/14 de 175 300 000 FCFA et DPD n° 47 du 16/12/14 de 175 300 000 FCFA). Le 20/01/16, le FNM a retourné au projet un montant provisoire de 158 986 595 FCFA après déduction des montants refinancés. Ce montant auquel s'est ajouté le remboursement de "FRUIT TILOU" de 35 000 000 FCFA a servi à financer : i) 33 microprojets de PPEA/121 624 752 FCFA ; ii) RETRATO/17 844 000 FCFA ; iii) microprojets d'extension de la production/22 584 000 FCFA. Le solde résiduel en attente d'affectation est de 31 933 843 FCFA. Au 31/10/16, un montant de 191 613 405 FCFA reste toujours à la disposition du FNM et se décompose comme suit : i) 24 542 000 FCFA qui vont être retenus au titre des frais de gestion conformément à l'article 7, alinéa 7.02 de la convention ; ii) 10 820 762 FCFA de fonds non placés ; iii) 156 250 643 FCFA de fonds placés sur lesquels 109 862 207 FCFA ont été récupérés et restent disponibles dans les livres du FNM. Les fonds non placés (10 820 762 FCFA) et les sommes récupérées (109 862 207 FCFA), totalisant 120 682 969 FCFA, devront être retournés au projet pour constituer avec le solde résiduel initial (31 933 843 FCFA) un montant total de 152 616 812 FCFA. Un suivi des reliquats disponibles (46 388 436 FCFA) devra être effectué auprès du FMN pour apurer la ligne de refinancement. La mission est d'avis que les modalités d'utilisation des fonds récupérés soient définies.

Dispositions de l'Accord de financement

80. **Passation des marchés.** Les supports de gestion du processus de passation des marchés/contractualisation sont disponibles et à jour notamment le registre des contrats, le registre des conventions, le tableau de suivi de l'exécution physique et financière des contrats/conventions en cours. En outre, la base des données des fournisseurs/prestataires actualisée en 2015 suite à une demande de manifestation d'intérêt est mise à jour. Par ailleurs, l'examen de la mise en œuvre du PPM 2016, hors conventions, met en évidence des niveaux de réalisation physique/financière de: i) 68,89%/26% pour les services de consultants et ii) 50%/100% pour les biens/fournitures. Pour la bonne règle, deux (02) marchés de prestations intellectuelles signés en septembre 2016 (22 450 000 FCFA) et en octobre 2016 (15 900 000 FCFA) suite à une entente directe, ont été passés en revue. Les dossiers sont bien ordonnés avec un classement exhaustif des éléments de justification (lettres d'invitation, DANO, ANO, PV d'ouverture des plis, d'analyse et d'attribution, PV de négociation, contrats enregistrés etc.). La mission note par ailleurs et avec satisfaction que les recommandations antérieures formulées sont mises en œuvre. Elle constate également une bonne application des dispositions de l'accord de prêt et de la réglementation nationale en matière de passation des marchés. De même, elle observe une bonne application des dispositions contractuelles en matière de cautionnement et de retenues de garanties.

81. **Protocoles et conventions.** Pour l'année 2016, les dix (10) conventions d'un montant total de 118 725 536 FCFA prévues, sont signées à date et sont en cours d'exécution. Les décaissements y relatifs se chiffrent à 39 368 087 FCFA au 31/10/16, soit un taux de décaissement de 33,15%.

82. **Retenues de garantie.** Les retenues de garantie prélevées pour les contrats échus de 2011, 2012, 2013 et 2014 (9 370 918 FCFA) et celles à opérer sur les contrats en cours de 2015 (14 643 942 FCFA) totalisent un montant de 24 014 860 FCFA. Ces situations sont régularisées au fur et à mesure des réceptions provisoires.

83. **Etat certifiés des dépenses.** La revue des ECD a été effectuée sur 63 pièces sur 210 éléments de la DRF n° 53 en fonction du seuil unique de 35 000 USD applicable à toutes les catégories de dépenses. Globalement, les dossiers de règlement sont facilement accessibles et bien classés. Le processus de contrôle est suffisamment opérationnel. D'une manière générale, les améliorations proposées lors de la dernière mission de supervision, afin de rendre consistantes les liasses de règlement, ont été mises en œuvre. Il s'agit notamment des éléments suivants : i) l'établissement d'une fiche récapitulative des dépenses pour faciliter le contrôle ; ii) l'adjonction d'une liste émargée des personnes prises en charge à la facture du réceptif hôtelier ; iii) l'apposition du cachet de certification "service fait" ou "fourniture faite" ; iv) l'acquittement des paiements effectués au profit des personnes morales avec les cachets de celles-ci ; v) les mentions de règlement accompagnant le compostage des factures, etc.

Comptabilité, Audit et Supervision

84. **Comptabilité 2016.** La comptabilité de 2016 est à jour au 31/10/16 et les extrants vérifiables ont été rendus disponibles notamment les grands livres (général et analytique) ainsi que les balances. Le rapprochement bancaire mensuel du compte spécial comporte une écriture en suspens au 31/10/16 d'un montant de 243 067 FCFA représentant une erreur d'imputation PAPSFR/PACER. Elle a fait l'objet d'une régularisation avec la banque le 09/11/16. Les rapprochements bancaires, élaborés par le comptable et validés par le RAF, sont soumis au Coordonnateur de même que les reconstitutions du compte spécial qui sont actuellement établis mensuellement. Concernant les opérations de la caisse de menues dépenses, elles devront être en adéquation avec le manuel de procédures notamment en matière de plafond, de dépense maximale et de seuil de réapprovisionnement. Enfin l'alimentation de fonds des URA et la justification des ressources mises à disposition, n'appelle pas d'observation particulière en matière de respect des procédures.

85. **Audit des comptes 2015.** Les rapports définitifs de l'audit des comptes 2015 ont été transmis au FIDA le 27/06/16. La date de clôture du projet étant le 30/06/17, l'audit de clôture des comptes sera effectué en juillet 2017 et le rapport sera transmis au FIDA avant le 31/07/17.

Planning d'arrêté et d'audit des comptes 2016

Inventaires des Immobilisations	31/12/2016
Arrêté de Caisses/ UCP et URA	31/12/2016
Arrêté de Stocks	31/12/2016
Justification et Apurement des avances pour toutes les activités achevées pendant la période de référence	31/12/2017
Vérification Centralisation et Production des états comptables	28/02/2017
Analyse des comptes et établissement des états financiers	15/03/2017
Transmission des états financiers au FIDA	31/03/2017
Audit des comptes 2016 (rapports provisoires et rapports définitifs)	15/05/2017
Transmission rapports définitifs au FIDA	31/05/2017
Audit de clôture des comptes et transmission du rapport	31/07/2017

86. **Suivi/Supervision.** La mise en œuvre des recommandations en matière fiduciaire de la dernière mission de supervision est satisfaisante.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Prendre les dispositions nécessaires pour acquitter les droits du personnel concerné à l'achèvement et à la clôture.	Coordo/RAF	31/12/16 et 30/06/17
Transmettre la DRF 54 au FIDA	Coordo/RAF	25/11/16
Retenir totalement la DRF 54 au titre de la récupération de l'avance du compte	CFS/FIDA	Pour mémoire

spécial		
Apurer les dettes et engagements du projet pour un montant de 199 229 011 FCFA au 31/10/16	Coordo/RAF	30/11/16
Engager la contrepartie de l'Etat dès l'ouverture du SIGFIP	RAF /comptable	31/12/16
Récupérer auprès de la SFD CECAC le solde de la subvention non encore décaissé pour les bénéficiaires de 55 317 183 FCFA et les mettre à la disposition des porteurs de MIP concernés ;	Coordo/Ch Pacer/RAF	31/12/16
Assurer le suivi des recommandations de l'audit des quatre autres SFD de l'URA Sud	Coordo/Ch Pacer/RAF	31/12/16
Faire le point avec les ASF impliquées de l'URA Sud des sommes à mettre à la disposition des bénéficiaires.	Coordo/Ch Pacer/RAF	31/12/16
Exclure, des partenaires des projets du ProCaR notamment le PAPSFR et le PADMAR, les SFD impliqués dans les pratiques non conventionnelles.	Coord/CH-Projet/RAF	Pour mémoire
Revoir la contribution des bénéficiaires sur les aménagements et les infrastructures pour la rendre plus significative avant l'achèvement du projet.	Ch-Projet/RSE/RAF /comptable	31/12/2016
Récupérer les soldes des crédits intrants 2011-2014 et utiliser ces ressources et celles déjà disponibles dans le compte PACER/Intrants dans le cadre de la mise en place d'un mécanisme durable de reconstitution des fonds intrants en relation avec le ministère de tutelle.	Coordo/chef projet/ RAF	31/12/16
Rapatrier du FNM le montant de 120 682 969 représentant les fonds non placés et les sommes récupérer et assurer par la suite le rapatriement des reliquats disponibles (46 388 436 FCFA). Définir les modalités d'utilisation des fonds.	Coordo/Ch-Projet/RAF	31/12/16 31/03/17
Poursuivre le remboursement des retenues de garanties des travaux effectués de 2011 à date	RPM/RAF	31/12/16
Respecter le planning d'arrêté et d'audit des comptes 2016 validé au cours de la mission	RAF/Comptable/Ass-comptable	31/05/17 31/05/17
Transmettre le rapport de l'audit de clôture des comptes au FIDA	Coordo/RAF/CPT	31/07/17

F. Durabilité

87. **Durabilité institutionnelle.** L'ancrage institutionnel du projet à la Direction de Programmation et de la Prospective (DPP) du MAEP lui permet de bénéficier de l'appui des CARDER, structures pérennes de l'Etat, qui offrent aux bénéficiaires du projet des conditions favorables à la durabilité du suivi et de l'appui de l'Etat. Dans le même ordre d'idée, la durabilité institutionnelle des organisations rurales s'inscrit dans une logique d'intégration des exigences de la déconcentration et de la décentralisation. Les efforts faits par le PACER pour une implication des mairies dans la cogestion des infrastructures de marché s'inscrivent dans le renforcement institutionnel nécessaire à la pérennisation de ces infrastructures même si pour le moment cette initiative peine à se concrétiser.

88. **Durabilité sociale.** Le financement des jeunes et des femmes par le projet contribue au plan local à une dynamique sociale concourant : (i) à la fixation et à l'émulation des jeunes dans les métiers agricoles à travers le partage de l'exemplarité auprès d'autres jeunes ; (ii) à l'entraide et la consolidation non seulement des liens d'affaires entre producteurs et transformateurs mais aussi des liens sociaux. Cependant, cette durabilité exige encore du temps et des actions bien ciblées.

89. **Durabilité économique et financière.** La réorientation des interventions des structures d'interfaces (OPP et GEL) vers le renforcement de la viabilité économique et sociale des entreprises (les MPE/AGR) est gage de durabilité. La capacité des promoteurs viables du projet à recourir aux Services Financiers Décentralisés (SFD) pour financer leurs activités et conduire leurs entreprises à un seuil susceptible de leur faire atteindre des volumes d'affaires suffisants est un indice de durabilité économique du PACER. Le renforcement technique et financier des Associations de Services Financiers (ASF) par le PAPSFR offrira aux promoteurs appuyés par le PACER les possibilités de recours aux offres de ces institutions pour la promotion de leurs entreprises. Par ailleurs, le dynamisme acquis par les acteurs des chaînes de valeur ajoutée (CVA) des filières appuyées suite aux salons CVA a induit des relations d'affaires solides de proximité qui perdureront entre lesdits acteurs.

90. **Durabilité technique.** Le paquet d'accompagnement technique multi-acteurs des bénéficiaires a donné quelques résultats perceptibles au niveau des promoteurs. Cependant, des insuffisances persistent et nécessitent un renforcement des relations entre promoteurs, et entre ceux-ci et les CARDER.

91. **Mécanisme d'approvisionnement en intrants.** La stratégie proposée n'est toujours pas mise en place. La version en cours de finalisation a été présentée à la mission. Le nouveau mécanisme prend en compte la nécessité d'une meilleure structuration des relations entre les divers acteurs qui

auront un rôle à jouer dans l'approvisionnement en intrants, dans une logique de désengagement du projet. Ce mécanisme implique directement les Systèmes financiers décentralisés (SFD), y inclus l'Association des Services Financiers du Bénin (ASF-BENIN) en cours d'institutionnalisation par le PAPSFR. Ces SFD sont appelés à octroyer des crédits de campagne aux producteurs (regroupés en coopératives ou en consortia réputés sérieux et crédibles, et dotés de personnalité juridique) en vue de l'acquisition au comptant des intrants nécessaires pour la campagne agricole auprès des fournisseurs. Cette formule d'approvisionnement en intrants devra être synchronisée avec le déploiement d'un accompagnement technique et managérial efficace assuré par les DDAEP et les opérateurs privés (ONG, OPA). *La mission recommande au PACER d'améliorer le mécanisme en tenant compte de ses observations* en : (i) affinant les critères de choix des bénéficiaires ; (ii) insistant davantage sur l'assurance agricole comme condition sine qua non ; (iii) précisant les activités préalables de préparation des bénéficiaires ; (iv) démontrant davantage comment les producteurs sont au cœur du système ; (v) reprécisant le rôle de l'ANSSFD ; (vi) en reprécisant les types de produits financiers adaptés aux bénéficiaires des crédits-intrants ; (viii) en établissant déjà un lien avec le PADMAR.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Affiner le mécanisme d'approvisionnement en intrants	C/PACER ; C/PAPSFR	10 décembre 2016

G. Autres

92. **Communication et gestion des savoirs.** Le consultant pour la réalisation d'un film documentaire de 26 minutes et d'une vidéo résumée en quatre minutes sur les activités et les résultats du PACER a été sélectionné et la contractualisation est en cours. La réalisation du film devra se terminer au plus tard le 15 décembre 2016. La première édition du magazine ProCaR Info a été publiée en mille exemplaires et distribuée à différents cibles. La réactivation du site web (procar-benin.net) a démarré timidement et est encore en cours. Un consultant devra être recruté afin de garantir la maintenance du site web et former le Responsable en Gestion des Savoirs et Communication. La sélection et la contractualisation des 18 radios communautaires pour la réalisation et la diffusion des émissions en langues locales sur les acquis et les bonnes pratiques du PACER a reçu un avis défavorable du FIDA à cause de l'achèvement imminent du PACER. Toutefois la pertinence de cette activité est réitérée comme outil de capitalisation de l'expérience du PACER. Le partenariat qui sera établi avec les radios pourra se consolider et poursuivre avec les autres projets en cours (PAPSFR) ou en phase de démarrage (PADMAR).

93. En ce qui concerne la capitalisation et la gestion des savoirs, le PACER a identifié des axes de capitalisation et est en train de préparer la documentation de quelques cas de succès des micro-projets. Une brochure sur les impacts du projet sur les femmes bénéficiaires est actuellement en phase de conception. Parmi les autres axes identifiés: l'appui aux jeunes bénéficiaires des micro-projets, en particulier les jeunes du PPEA, les expériences des salons CVA et des consortia filières. Toutefois le calendrier pour la réalisation de ces documents devra être mieux défini en vue de l'achèvement et de la clôture imminente du projet. Il sera important que les documents de capitalisation donnent un aperçu qualitatif et quantitatif sur les résultats atteints du PACER.

94. Dans le cadre du renforcement des capacités et des connaissances sur la gestion des savoirs et la capitalisation d'expériences, le partenariat avec PROCASUR, bénéficiaire d'un don FIDA⁶, a été rendu effectif avec la participation de trois membres de l'équipe du PROCAR, le Responsable Gestion des Savoirs et Communication, le Responsable Suivi & Evaluation et l'Assistant Suivi & Evaluation, à la formation organisée à Dakar et à Kaolack (au Sénégal) en septembre⁷. La formation a permis à l'équipe d'acquérir certains outils qui devront être mis à profit pour la systématisation des expériences décrites ci-dessus.

⁶ Don "Strengthening Capacities and Tools to Scale Up and Disseminate Innovations Programme".

⁷ Atelier Méthodologique – "Pour une gestion inclusive des savoirs locaux grâce à la systématisation de bonnes pratiques", Dakar et Kaolack, 6-9 septembre 2016.

95. **Partenariat.** Dans la mise en œuvre du PACER, de nombreux partenariats ont été noués tant avec des structures privées que publiques. Quatorze (14) ONG nationales dénommées dans le cadre du projet des opérateurs partenaires polyvalents (OPP) et neuf (9) opérateurs d'appui aux ASF appelés opérateurs partenaires spécialisés (OPS) ont signé des contrats et/ou des conventions de collaboration avec le PACER. Ces partenariats ont été progressivement réduits au cours de la vie du projet en fonction des performances réalisées mais aussi des perspectives de pérennisation des acquis. Ainsi, après une évaluation, le nombre d'OPP a été réduit d'abord de 14 à 7 en 2014, puis à 2 en 2016. Sont arrivées à l'achèvement du projet : i) deux ONG : APRETECTRA et GRAADER qui ont du mérite malgré quelques insuffisances liées aux agents de terrain ; ii) deux guichets d'économie locales, les GEL Nord et GEL Sud qui ont su apporter aux promoteurs de microprojets du PACER l'initiation au savoir-faire entrepreneurial pour une bonne gestion de leur microprojet ; iii) les CARDER qui ont su se reprendre à la fin pour améliorer leur contribution au projet ; iv) deux laboratoires de l'UAC, le LEM et le LGB dont les travaux sur le soja et l'ananas offrent des perspectives pour une augmentation sensible des rendements dans les années à venir. La contribution de tous ces partenaires à la pérennisation des acquis du PACER dans leurs domaines est indispensable.

H. Conclusion

96. A deux mois de sa date d'achèvement le 31 décembre 2016, le PACER a obtenu certains résultats positifs. En effet, au titre des appuis en direction des ménages, des organisations paysannes et des micro-entrepreneurs agricoles, les appuis du projet ont eu des effets positifs sur les cibles touchées en termes d'amélioration de la sécurité alimentaire, d'amélioration des revenus, bien-être économique et social et de création d'emplois.

97. La mise en œuvre du PACER a connu quelques faiblesses: i) l'absence d'une grille de catégorisation des cibles du projet ; ii) l'inexistence d'une stratégie de discrimination positive ; iii) l'inadéquation par endroits des critères de choix des sites des infrastructures construites ; iv) le mauvais fonctionnement du mécanisme de financement des micro-projets dans la zone sud et ; iv) l'insuffisance de l'accompagnement des bénéficiaires des microprojets.

98. En vue de la préparation de la mission d'achèvement du projet, des dispositions idoines devront être prises pour terminer les études qui sont en cours et lancer celles qui n'ont pas encore commencé, afin de mettre à la disposition de la mission d'achèvement des résultats d'études bien documentées qui rendent compte de la mise en œuvre du projet en toute impartialité.

99. Le FIDA et le Gouvernement du Bénin entérinent les conclusions de la mission de supervision.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du PACER et notes attribuées

I. Projet 1331 [1100001331] Projet d'Appui à la Croissance Economique Rurale - Brouillon

Faits essentiels

Pays	Bénin	No. du projet	1331 [1100001331]	No. du prêt/don DSF	1000003364, 1000003366
Projet	Projet d'appui à la croissance économique rurale			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	18/11/2016				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	11	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	2		
Dernière Supervision	07/11/2016	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	04/04/2014		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	30/04/2009			Coût total	35.180	
Accord	21/07/2009	Délai d'entrée en vigueur	17.3	FIDA Total	17.92	
Entrée en vigueur	01/10/2010	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	8.96	93
Premier décaissement	04/11/2010			Don DSF	8.96	93
Examen à mi-parcours	27/11/2013	Dernier amendement		Don FIDA		
Achèvement initiale	31/12/2016	Dernier audit	25/06/2015	field_asap_grant	0.00	0
Achèvement	31/12/2016			Financement national total	17.26	
Clôture	30/06/2017			Beneficiaries	2.93	41,93
Nbre de prolongations	0			National Govern	4.39	44,74
				Dom. Fin. Inst.	9.94	6,69
				Cofinancement total externes	12.60	
				FAO	-	-
				UNDP	-	-
				West African De	-	-

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	4	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	5	4	2. Exécution du S&E	4	4
3. Fonds de contrepartie	4	4	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	3	4

4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	3
5. Conformité aux règles de passation des marchés	5	5	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	4	5	6. Efficacité du ciblage	4	3
			7. Innovation et leçons apprises	4	4
			8. Prise en climat et environnement	4	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Composante infrastructure rurale	4	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
2. Développement des filières	4	3	2. Autonomisation	4	4
			3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
			4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité réplication à plus grande échelle	3	4

B.5 Justification des notes

A deux mois de la date d'achèvement, les performances opérationnelles liées aux activités fiduciaires sont globalement acceptables. Le taux de décaissement réel au 31/10/16 est de 93,36%, avec un taux moyen d'exécution des PTBA sur la période 2010/2016 de 76,73%. En matière de contrepartie, le taux de réalisation est de 44,74%. Des efforts notables ont été faits en matière de régularisation des taxes depuis le démarrage, ainsi un montant de 631 007 990 FCFA a été régularisé. Les contributions des bénéficiaires et des IMF sont respectivement de 41,93% et 6,69%. Les rapports financiers trimestriels intérimaires 2016 ont été régulièrement envoyés au FIDA à bonnes dates (07/05/16, 20/07/16 et 31/10/16). Enfin, les situations administratives, financières et comptables nécessaires à la présente revue ont été rendues disponibles au démarrage de la mission. Globalement, les activités du projet ont touché 18 535 ménages pauvres, dont 2 940 ménages regroupés au sein de 641 OPA dont 595 coopératives, dans 241 villages de la zone de concentration. Au 30/09/2016, 423 microprojets ont été élaborés et approuvés au profit des MPE et AGR bénéficiaires du projet. Parmi ces microprojets, 309 (279 auxquels s'ajoutent un de RETRATO, un de la Coopérative AGBLEGNON et 28 microprojets des jeunes) ont été financés. Les infrastructures de collecte primaire, de stockage, et de mise en marché sont réalisées à plus de 100% (6 990,74 m² sur 6.494 m²), celui de la superficie effectivement aménagée et exploitée dans les villages d'intervention du PACER à 92,9% (270,34 ha sur 291), et le nombre de producteurs exploitant les bas-fonds aménagés dans les villages d'intervention du PACER à 86,75% (1041 sur 1200). Au total, 1056 producteurs dont 147 femmes (14%) ont bénéficié de crédits-intrants pour un montant total de 264,432 millions de FCFA. Au 30/09/2016 le montant récupéré se chiffre à 212,217 millions de FCFA, soit un taux de récupération 80,25%, des efforts sont en cours pour son amélioration. L'intervention du projet a contribué à l'amélioration de la qualité de vie des populations directement touchées et par ricochet des membres de leur ménage: le résultat net moyen par promoteur bénéficiaire est passé de 25 840 FCFA en début de projet (début de financement) à 760 202 FCFA (moyenne) pour 2016. Le taux de réalisation physique global du projet est de 65,89 % au 31/10/2016 contre un taux de décaissement de 95,62% dans la même période. Ce faible taux de réalisation physique se justifie par les contre-performances réalisées au niveau du financement des microprojets d'une part mais aussi dans l'appui à la restructuration des Organisations Professionnelles agricoles. La base de données informatisée du SE a permis de disposer des informations sur le compte d'exploitation des promoteurs financés et viables. Les enquêteurs recrutés par le projet pour saisir les données des MIP non viables renseignent régulièrement la base de données qui permet de générer les résultats des comptes d'exploitation des promoteurs. Cette base de données a été reformatée pour mieux prendre en compte l'aspect genre. En ce qui concerne la mise à l'échelle, l'expérience du projet avec le laboratoire de biotechnologie sur les vitro-plants d'ananas présente beaucoup de possibilités de réplication avec la prise en charge des activités d'acclimatation par les projets WAAP au Bénin. Le GIZ est en train d'adopter la démarche de financement, principalement le principe de comité régional d'approbation (CRA) des dossiers de MiP.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	4
C.2 Sécurité alimentaire	4	4
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

La mise en œuvre globale du projet est modérément satisfaisante. Au total 309 promoteurs sur 600 prévus ont été financés et parmi eux 74 sont viables et contribuent efficacement à l'amélioration de la sécurité alimentaire dans leur région. L'augmentation moyenne des revenus des promoteurs des MIP permet une amélioration des conditions de vie et socio-économiques des promoteurs et des membres de leur ménages. La structure organisationnelle, les mécanismes d'appui et le contenu du paquet d'accompagnement développés par le projet ont commencé par produire des effets positifs. En ce qui

concerne les infrastructures de mise en marché, on note la construction de 112 infrastructures marchandes (50 magasins boutiques et 72 hangars de marché) pour une superficie 6990,74 m²d'infrastructures marchandes réalisés. Quant aux bas-fonds 270,34 ha sont aménagés et exploités sur 291 ha prévus et occupés par 1041 exploitants sur 1200 prévus.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

La base de données du projet permet d'analyser les performances économiques et financières des MPE et G/AGR financés (volume de production, rendement, volume de produits commercialisés, chiffre d'affaire, emplois créés, etc.). Cependant son degré de paramétrage ne permet pas encore une manipulation totale des données sans l'appui des concepteurs. Les infrastructures marchandes rurales construites sont occupées pour la plupart mais un suivi est indispensable pour l'optimisation de leur utilisation. Les bas-fonds aménagés ont permis aux exploitants d'accroître significativement leurs rendements et de ce fait leur revenus. Au regard des tendances actuelles des indicateurs de produits et d'effets, on peut prévoir que l'objectif de développement sera partiellement atteint d'ici à la date d'achèvement.

C.6 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Les principaux risques s'articulent autour des points suivants : i) le non-respect du plan de recouvrement des avances qui pourrait perturber à terme le remboursement de la dotation initiale du compte spécial et de l'avance sur le PTBA ; de même que ii) la non résolution des questions ci-après : le remboursement du SFD CECAC des montants retenus à titre de garantie, l'apurement de la ligne de refinancement logée au FNM, la restitution du solde des retenues de garantie aux bénéficiaires par les ASF, la mise en œuvre des recommandations issues de l'audit des quatre autres SFD de l'URA Sud.
Avancement de l'exécution du projet	L'éventualité du non recouvrement de l'entièreté des crédits intrant malgré les services d'un huissier commis à cet effet de même que la non récupération des montants dus aux promoteurs par les SFD peuvent limiter les impacts des investissements du projet.
Produits et réalisations	La réticence des SFD à la mise en place des crédits à 50% des jeunes du PPEA pourrait empêcher à ces derniers de poursuivre normalement leurs activités. La réticence de certains maires à signer les conventions de cogestion des infrastructures marchandes pourrait continuer de limiter la bonne utilisation des infrastructures.
Durabilité	L'éventualité de la non finalisation de la stratégie d'approvisionnement en intrants pourrait avoir un impact négatif sur la durabilité du mécanisme mis en place par le projet.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Avance initiale	Assurer un suivi du plan de récupération de l'avance initiale	Pour mémoire	En cours
Situations Particulières	Assurer un suivi des questions ci-après : i) le remboursement du SFD CECAC des montants retenus à titre de garantie; ii) l'apurement de la ligne de refinancement logée au FNM, la mise en œuvre des recommandations issues de l'audit des quatre autres SFD de l'URA Sud.	31/12/2016	En cours
Achèvement du projet	Assurer le suivi de toutes les études nécessaires à l'élaboration du rapport d'achèvement du projet Préparer les documents de capitalisation du projet	30/04/2017	En cours
Assurer la fonctionnalité du Système de Suivi Evaluation et la disponibilité des données	Assurer l'intégration de toutes les données manquantes dans la base de données	15/12/2016	En cours

Observations supplémentaires

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Niveau d'atteinte de l'indicateur + analyse et commentaires	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
Objectif principal:				
Contribuer à la mise en place des conditions nécessaires à une croissance économique durable et à la réduction de la pauvreté en milieu rural	<ul style="list-style-type: none"> - Pourcentage de ménages dont l'indice d'accumulation des actifs a augmenté d'ici à 2016 - Diminution du taux d'insuffisance pondérale (Poids par âge) des enfants de zéro à cinq ans de 1 point d'ici 2016 - Diminution du taux de malnutrition aigüe (Poids par taille) des enfants de zéro à cinq ans de 1 point d'ici 2016. - Diminution du taux de malnutrition chronique (Poids par taille) des enfants de zéro à cinq ans de 1 point d'ici 2016. - Le taux de croissance du sous-secteur agriculture s'est accru 	<ul style="list-style-type: none"> - Non disponible (ND) 22%des enfants de 0 à 59 mois souffrent de d'insuffisance pondérale. (Etude référence SYGRI) 10%des enfants de 0 à 59 mois souffrent de malnutrition aigüe. (Etude référence SYGRI) 33%des enfants de 0 à 59 mois souffrent de malnutrition chronique. (Etude référence SYGRI) 91% des ménages n'utilisent que des outils à main pour les activités agricoles. (Etude référence SYGRI) 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'étude d'impact finale du PADER dans les villages retenus par le PACER - Rapport d'étude de référence dans les 20 nouveaux villages du PACER - Rapport d'étude d'impact finale du PACER - Etudes et enquêtes du SCRP - Rapport EMICoV - Rapport EDS - Rapport SYGRI élaboré conformément à la méthodologie prescrite par le FIDA. - Rapport de performance du MAEP 	<ul style="list-style-type: none"> - Stabilité politique
Objectif de développement du Projet/Programme				
Accroître les revenus des ménages de manière pérenne au niveau du monde rural à travers la promotion de l'entrepreneuriat rural et la mise en place d'infrastructures de mise en marché des produits				
Effet 1:				
1. Renforcer la structuration et les capacités des organisations professionnelles agricoles et extra-	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 80% des organisations professionnelles des filières retenues sont fonctionnelles (tenue régulière des réunions statutaires, renouvellement des 	<ul style="list-style-type: none"> - 57 coopératives de la filière riz en cours de restructuration (par le biais du CCRB) - 6 coopératives communales maraîchères créées dans 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'évaluation à mi parcours - Rapport de l'étude d'impact finale du PACER - Rapports de supervision - Rapports de suivi de la DPLR 	Les interférences politiques n'affectent pas le fonctionnement régulier des Organisations Professionnelles

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Niveau d'atteinte de l'indicateur + analyse et commentaires	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
agricoles et améliorer les performances techniques et économiques des MPE et des AGR agricoles ou extra agricoles	<i>instances conformément aux statuts, prestations de services aux membres, acquittement des parts sociales, existence de plan d'action etc.)</i>	<i>l'Atlantique</i> - <i>1 Union Régionale des Maraîchers de l'Atlantique/Littoral (URMAL) créée</i> - <i>37 coopératives communales et 1 union nationale des producteurs d'ananas créées (en synergie avec le ProCAD)</i> - <i>37 coopératives communales et 1 union nationale des transformateurs d'ananas créées (en synergie avec le ProCAD)</i> - <i>1 Conseil Régional des Maraîchers en cours de restructuration dans le Mono/Couffo</i>	- Rapports de suivi des CARDER - Rapport d'activités des Organisations Professionnelles agricoles et extra-agricoles - Rapports de la cellule de SE du MAEP	agricoles et extra-agricoles
	- Les organisations professionnelles agricoles et extra-agricoles fonctionnelles offrent des services dans au moins 70% des villages de concentration (i.e des bassins de production) du PACER. - Les organes de décision des OP comportent au moins 30% de femmes et au moins 30% de jeunes - Le chiffre d'affaires moyen des MPE et des AGR appuyées financièrement et techniquement s'est accru de 25 % à la fin du projet. - Le taux de rentabilité moyen des MPE et des AGR appuyées financièrement et techniquement a augmenté de 10% à la fin du projet	- ND (étude spécifique à réaliser) - <i>33,11% de femmes et 24,2% de jeunes</i> - <i>Le chiffre d'affaires moyen est passé de 5,9% à 179,50%</i> - <i>Le taux de rentabilité a plus que doublé ; passant de 7,9% à 54,81%</i>	- Rapport de l'enquête de référence du projet - Rapport du diagnostic préliminaire pour l'évaluation de l'offre et de la demande de services - Rapports d'évaluation à mi parcours - Rapport de l'étude d'impact finale - Données statistiques (CCIB ; ADex, etc.) - Données statistiques de l'INSAE - Rapports de la cellule de SE du MAEP - Etats financiers des MPE - Rapports des Unions Interprofessionnelles des filières - Rapports des contrôles effectués par la DANA et DPQC - Rapports de supervision - Rapports des IMF impliquées - Rapports de la Cellule de Micro finance du MMEJF	- Le climat macro-économique est favorable au développement des MPE et des AGR rurales - La réglementation des marchés internationaux ne continue pas de freiner les exportations - Le système financier réagit trop lentement aux sollicitations du Programme et l'évolution dans l'octroi des crédits MT reste mitigée
	- 800 emplois directs nouveaux créés par les MPE et les AGR	- <i>840 emplois directs (partiel et à plein temps) créés par les MPE et</i>		- Les aléas climatiques ont érodé la rentabilité

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Niveau d'atteinte de l'indicateur + analyse et commentaires	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
		AGR promues		des activités des MPE et AGR rurales
	Le rendement à l'ha dans les filières appuyées s'est accru de XX% - La production s'est accrue de 5% au niveau des promoteurs de microprojets de production végétale - La quantité de matières premières transformées s'est accrue de 5% au niveau des promoteurs de microprojets de transformation - La quantité de produits finis issus de la transformation s'est accrue de 5% au niveau des promoteurs de microprojets de transformation - La qualité des produits finis issus de la transformation s'est améliorée	- ND (étude spécifique à réaliser) - ND (étude spécifique à réaliser) - <i>Le taux d'accroissement de la quantité moyenne de matières premières transformées est d'au moins 196%</i> - <i>Le taux d'accroissement est d'au moins 259%</i> - <i>L'amélioration de la qualité est perceptible</i>		
Produits:				
1.1 La productivité et l'organisation des acteurs des filières appuyés se sont améliorés	- Au moins 80% des MPE/AGR appuyés ont reçu des formations sur les itinéraires techniques de production - Au moins 80% des MPE/AGR appuyés ont reçu des formations sur les itinéraires techniques de transformation - Au moins 80% des OP des producteurs, des transformateurs et des commerçants existantes au niveau des filières promues sont formalisées d'ici la fin du projet	- 816 membres de MPE et AGR formées / 1037.en 2013 - 998 membres de MPE/AGR formés / 227MPE et AGR appuyés en 2014 - 210 personnes formées1037.en 2013 - ND (étude spécifique à réaliser)	- Rapports de suivi (cellule S&E) - Rapport à mi parcours - Rapport d'enquêtes auprès d'échantillons d'OP - Rapports de suivi de la DPP/ MAEP - Rapports DPLR - Rapports des OP - Rapport d'enquêtes auprès d'échantillons d'OP, d'IF, de MPE et d'AGR agricoles - Rapports de suivi (cellule S&E) - Rapports périodiques du projet - Rapport à mi parcours - Rapports de suivi de la DPP/ MAEP - Rapports DPL	Les interférences politiques n'affectent pas le fonctionnement régulier des Organisations Professionnelles agricoles et extra-agricoles

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Niveau d'atteinte de l'indicateur + analyse et commentaires	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
			- Rapports des OP	
1.2 Promotion de l'entrepreneuriat et la mise en marché	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 75% des produits commercialisés par les bénéficiaires respectent les normes de qualité requise par le marché - Au moins 80 % de la production des petites et micro-entreprises agricoles financées est commercialisée 	<ul style="list-style-type: none"> - ND (étude spécifique à réaliser) - 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de suivi (cellule S&E) - Rapport à mi parcours - Rapport d'enquêtes auprès d'échantillons d'OP - Rapports de suivi de la DPP/ MAEP - Rapports DPLR - Rapports des OP - Rapport d'enquêtes auprès d'échantillons d'OP, d'IF, de MPE et d'AGR agricoles - Rapports de suivi (cellule S&E) - Rapports périodiques du projet - Rapport à mi parcours - Rapports de suivi de la DPP/ MAEP - Rapports DPLR - Rapports des OP 	Les interférences politiques n'affectent pas le fonctionnement régulier des Organisations Professionnelles agricoles et extra-agricoles
Effet 2:				
2.1. Faciliter l'accès des MPE et des AGR agricoles ou extra agricoles au financement	<ul style="list-style-type: none"> - Les IF / IMF ont participé au mécanisme de financement à hauteur de 70% des besoins de crédit des promoteurs à la fin du PACER - Au moins 60% des promoteurs de microprojets ont leurs besoins de crédit satisfaits. 	<ul style="list-style-type: none"> - 332 486 841 FCFA de crédit débloqué par les SFD sur 579 877 360 FCFA de crédit nécessaire pour financer les 368 microprojets approuvés soit 57,34%. - 8/63 en 2013, 96/237 en 2014 et 227/368 en 2015 et 309/368 en 2016. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de suivi (cellule S&E) - Rapports périodiques du projet - Rapport à mi parcours - Enquêtes auprès d'échantillons de MPE - Rapports de suivi de la DPP/ MAEP - Rapports d'activités des IF / IMF - Rapport d'audit des comptes des promoteurs 	
Produits:				
2.1. Les Institutions Financières ont reçu des	- Le fonds d'appui aux filières et la ligne de crédit FAAR sont	- Actuellement on note que le FAF a contribué aux MIP pour un	- Rapports de suivi des OPP, SAE	- Les aléas climatiques ont érodé la

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Niveau d'atteinte de l'indicateur + analyse et commentaires	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
appuis à la professionnalisation pour l'offre de crédit agricole de moyen terme	exécuté à 80% au moins à fin 2016	montant total de 761 050 860 FCFA sur 2 501 782 000 FCFA soit un taux de réalisation de 30,42%	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'audit - Rapport à mi-parcours - Rapports de suivi de la DPP/ MAEP - Les PV des CNA et CRA 	rentabilité des activités des MPE et AGR rurales - Le système financier réagit trop lentement aux sollicitations du Programme et l'évolution dans l'octroi des crédits MT reste mitigée
	<ul style="list-style-type: none"> - 100% du montant de crédit à mettre en place à travers les IF partenaires du FNM ont été octroyés aux promoteurs du PACER 	<ul style="list-style-type: none"> - Les IF ont contribué à l'exécution des MIP pour un montant de 332 486 841 FCFA sur une estimation dans le DCP de 3309535000 FCFA ce qui correspond à un taux de 10,05% 		
2.2. Les MPE et AGR rurales ont accès au soutien financier du Fonds d'Appui aux filières	<ul style="list-style-type: none"> - 400 MPE et 200 AGR ont reçu un appui à la formulation de microprojets approuvés : - Au moins 80% des 400 MPE et 200 AGR sélectionnés ont bénéficié de l'appui financier du Fonds d'ici la fin du projet. 	368 microprojets ont été approuvés (183 MPE et 185 AGR) sur une cible de 600. 309 microprojets ont bénéficié de subvention du PACER pour un montant total de 761 050 860 FCFA jusqu'en fin 2016 (sur une cible de 600) soit un taux de réalisation de 51,5%		
Effet 3				
3. Améliorer l'accès aux infrastructures d'appui à la production et à la mise en marché	<ul style="list-style-type: none"> - 291 ha aménagés sont effectivement exploités à la fin du projet dans les villages d'intervention du PACER - Au moins 1200 producteurs exploitent les bas-fonds aménagés dans les villages d'intervention du PACER - La production s'est accrue de 5% au niveau des exploitants des bas-fonds aménagés - Le nombre de moyens de transport (par type) utilisant les pistes aménagées a augmenté de 10% à la fin du projet 	<ul style="list-style-type: none"> - 270,34 ha de bas-fond sont aménagés et mis en valeur (2016) - Au 30 octobre 2016 un effectif de 1041 bénéficiaires exploitent les bas-fonds aménagés par le PACER - ND (étude spécifique à réaliser) - Etude de faisabilité en cours. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'évaluation à mi-parcours - Rapport de l'étude d'impact finale du PACER - Rapports de supervision - Rapports et bilans d'activités du Programme - Rapports de suivi évaluation du PACER - Rapport d'activités des ADV et des mairies - Rapports de la cellule de SE du MAEP 	Les questions foncières ne constituent pas une entrave à la réalisation des investissements.
Produits:				
3.1. Des zones à haut potentiel productif sont désenclavées	<ul style="list-style-type: none"> - ... Km de pistes rurales construites/réhabilitées 	-	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'activités périodiques - Rapports de supervision - Contrats signés et P.V. de réception 	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité des fonds de la BOAD - La lenteur observée
3.2. Le potentiel productif	<ul style="list-style-type: none"> - 405 ha de bas-fonds aménagés à 	270,34 ha de bas-fond sont		

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Niveau d'atteinte de l'indicateur + analyse et commentaires	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
irrigable est aménagé	la fin du projet	aménagés et mis en valeur (2016)		
3.3. Des infrastructures de collecte primaire, de stockage, et de mise en marché sont réalisées	- 6.494 m ² d'infrastructures marchandes réalisées d'ici la fin du projet	112 infrastructures marchandes (50 magasins boutiques et 72 hangars de marché) pour une superficie 6990,74 m²d'infrastructures marchandes réalisés	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport à mi-parcours - Rapports des services techniques des mairies - Rapports de suivi de la DPP/ MAEP - Rapports de la DGR, des CeRPA et de la DGTP 	<ul style="list-style-type: none"> - dans les procédures de passation de marchés est réduite. - Les aléas climatiques ne n'affectent pas le calendrier d'exécution des travaux

Appendice 3A : Etat de mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision de mai 2016 (PACER)

Rubrique	Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Niveau d'exécution	Appréciation
Exécution du projet	Programmer et réaliser les études : i) Pertinence, efficacité et efficience du ProCaR dans la mise en œuvre des projets ; ii) sur les effets et impacts induits et la durabilité des acquis des MPE/AGR et des infrastructures réalisés.	CSE, Coordo ProCaR et Chef PACER	Immédiat	4 TDR d'études thématiques de clôtures élaborés dont ceux de l'étude socio - économique qui a démarré.	Réalisé partiellement
	Documenter les services rendus aux membres des OPA et s'assurer de l'atteinte du taux de couverture de 70% retenu dans le cadre logique du projet	C/PACER, CSE/PACER	30-sept-16	Les statistiques sont obtenues du CARDER reste à les traiter pour obtenir le taux.	
	Faire réaliser par le binôme de consultants locaux duFIDA membres de la mission de supervision une étude spécifique pour apprécier le niveau de développement des 74 MiP viables et des nouveaux MiP financés après juin 2015 afin de préciser les appuis différenciés encore nécessaires (d'ici la fin de 2016) pour garantir leur viabilité	C/PACER	31-juil-16	Réalisé. Le rapport provisoire est disponible.	
	Réaliser un audit du SFD CECAC pour clarifier la situation et trouver une issue au différend qui l'oppose au COMADOV	Coord ProCaR	20-juin-16	L'audit est achevé, les actions en cours : -Récupération des fonds avec l'appui de l'ANSSFD et le Consotium Alafia (APSFD) - remise des fonds aux bénéficiaires en relation avec le FIDA	Réalisé partiellement
	Définir clairement aux SFD impliqués dans les opérations de mise en place des fonds pour les promoteurs, les modalités de la collaboration afin d'éviter tout malentendu pouvant conduire à des conflits et hypothéquer l'atteinte des résultats	C/PACER-Coord/ProCAR	Continue	Réalisé	

	Appuyer le Président de l'ANATRAB dans sa démarche d'obtention d'accords écrits de la mairie de Malanville et des responsables de Partners for Development relatifs aux partenariats pour une utilisation effective des deux magasins construits à la demande de son organisation	C/PACER	30-juin-16	Pour Malanville, la mairie a confié la gestion du magasin à l'ADV de Guéné avec qui le CARDER devra entrer en négociation pour son utilisation. Pour Sèmè, Partners for Development a confirmé son engagement à assister l'ANaTraB dans l'assainissement et l'utilisation du magasin.	Réalisé partiellement
	Assurer une connexion internet à travers un abonnement par fibre optique, donc un raccordement au réseau le long de la route Cotonou-Malanville. Procéder à l'hébergement de la base de données sur un serveur dédié.	RSE, Coordo ProCaR, HBS	30-nov-16	Non réalisé	
	Renforcer la ventilation de l'ensemble des données de la base à la fois par sexe, par âge et par catégorie sociale et organiser des collectes spécifiques sur la contribution du projet à l'autonomisation des femmes et à l'inclusion des jeunes.	RSE et Chef projet	Immédiat et continu	Dans la base, la ventilation des données par sexe par âge est faite. Les TDR de la maintenance de la base de données ont pris en compte les autres aspects.	Réalisé partiellement
	Focaliser l'intervention des structures prestataires sur le renforcement de la viabilité économique et sociale des entreprises des MPE et G/AGR principalement celles des femmes et des jeunes	OPP, GEL, CARDER et URA	Immédiat et continu	L'aide-mémoire de la dernière supervision ainsi que le rapport d'évaluation de la performance des opérateurs par les deux consultants locaux du FIDA ont été transmis aux OPP/GEL. L'atelier de restitution a déjà eu lieu.	Réalisé partiellement
	Procéder à l'élaboration des documents de capitalisation sur les bonnes pratiques et les innovations du PACER.	RGSC / C-PACER	déc-16	Les démarches pour entrer en partenariat avec l'équipe de capitalisation du MAEP et PROCASUR ont démarré.	Réalisé partiellement
	Estimer les besoins en renforcement des capacités dans le domaine de la gestion des savoirs et la capitalisation, et organiser une séance de formation.	CSE / RGSC	juil-16	Réalisé (l'atelier de formation de PROCASUR).	
Aspects fiduciaires	Prendre les dispositions nécessaires pour acquitter les droits du personnel concerné à l'achèvement et à la clôture.	Coordo/RAF	31/12/2016 et 30/06/17	RAF pour renseigner	

Régulariser l'écart de reconstitution du compte spécial relatif à trois (03) chèques en circulation de 390 000 FCFA.	RAF /Comptable	30/06/2016	RAF pour renseigner	
Assurer le respect des différentes échéances du plan de récupération de l'avance initiale Prêt/Don.	RAF /Comptable	Pour mémoire	RAF pour renseigner	
Apurer les dettes et les engagements du projet.	Coordo/ RAF	30/09/2016	RAF pour renseigner	
Engager la contrepartie de l'Etat dès l'ouverture du SIGFIP	RAF /comptable	30/09/2016	RAF pour renseigner	
Transmettre formellement au RAF toute la documentation nécessaire relative aux crédits mis en place par les SFD partenaires au profit des porteurs de microprojets ainsi que les apports personnels desdits porteurs afin d'assurer une régularisation comptable ces contributions dans la mise en œuvre des activités du PACER	Chef Projet/RSE/RAF/Comptable	30/06/2016	Réalisé partiellement	
Revoir la contribution des bénéficiaires sur les aménagements et les infrastructures pour la rendre plus significative avant l'achèvement du projet.	RAF /comptable	31/12/2016	RAF pour renseigner	
Utiliser les ressources du compte PACER/Intrants dans le cadre de la mise en place d'un mécanisme durable de reconstitution des fonds intrants en relation avec le ministère de tutelle.	Coordo/chef projet/ RAF	Pour mémoire	RAF pour renseigner	
Prendre les dispositions nécessaires pour effectuer les réceptions définitives des contrats et marchés concernés, et rembourser les retenues de garanties des travaux effectués de 2011 à 2014.	RPM/ RAF	30/09/2016	Réalisé partiellement (au fur et à mesure des réceptions)	
Prendre en compte toutes les améliorations proposées dans le cadre de la revue des ECD	RAF/Comptable/AC	Pour mémoire	Réalisé	
Mettre en adéquation les opérations de caisse avec les dispositions du manuel de procédures.	RAF/Comptable/AC	Pour mémoire	Réalisé	
Transmettre les versions finales du rapport d'audit 2015 au FIDA	Coordo/RAF	20/06/2016	Réalisé	Réalisé

Durabilité	Examiner avec le Ministère de tutelle, les possibilités et conditions d'utilisation du fonds-intrants du PACER pour la mise en œuvre de l'initiative "mécanisme de pérennisation de l'approvisionnement en intrants des bénéficiaires du ProCaR"	MAEP, C/PACER, RAF, FIDA	30-sept-16	Non Réalisé mais le document est envoyé au Ministre en attendant la rencontre de partage
Autres	Pour les futurs projets, limiter les partenariats à un nombre restreint de structures et mieux évaluer préalablement les capacités techniques	Gouvernement/FIDA	PM	-

Appendice 3B : Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
Exécution du projet	Poursuivre la récupération et sécuriser les fonds intrants en attendant que les modalités d'utilisation soient définies.	Immédiatement	Coordonnateur	
	Faire le point de tous les prélèvements opérés par les SFD de la zone de l'URA Sud et les restituer aux bénéficiaires. Le FIDA devra y veiller.	15 décembre 2016	Coord/C PACER/FIDA	
	Mettre en place un système efficace de suivi/contrôle	Continu	Coord/C Projet	
	Organiser un atelier sur l'implication des SFD dans le financement rural ; y impliquer les parties prenantes (projets, bénéficiaires, PTF, consultants etc.)	15 décembre 2016	C PACER	
	Prendre les dispositions requises en vue de la finalisation des études nécessaires à l'achèvement et la mise à disposition des rapports	Fin novembre 2016 et mars 2017	C/PACER	
	Prendre les mesures idoines pour la récupération et le reversement des montants restants dus aux promoteurs tels que déterminés par le Cabinet d'audit	15/12/2016	Coord/Procar	
	Faire le point de tous les autres fonds de subvention restés détenus par des SFD (ASF, ASMAB etc.),	15/12/2016	Coord/Procar	
	Prendre les dispositions afin que les décisions prises par le Conseil des Ministres relativement à la cogestion des infrastructures deviennent effectives au plan national.	PM	Gouvernement	
	Revoir le degré de paramétrage du progiciel de sorte que l'administrateur puisse configurer le logiciel sans leur intervention/assistance	31 janvier 2016	RSE/ASH Consult/C Projets/ProCaR	
	Compléter la base avec les données de l'ensemble des 309 MiP financés y compris les 88 MiP restants.	15 décembre 2016	CSE/ASH Consult	
Durabilité	Reprendre l'étude sur la durabilité des MiP en prenant en compte une masse critique d'indicateurs, avec l'appui d'un expert rompu à ce genre d'exercice, dans le cadre de la préparation de la revue finale du projet	15 décembre 2016	CSE/Coord	
	Faire une collecte spécifique de données différenciées par sexe, par âge et par statut social sur le niveau de production, les rendements, l'évolution des chiffres d'affaires, l'exploitation des bas-fonds, les infrastructures marchandes afin d'apprécier l'effet induit par les actions du projet sur les cibles prioritaires que sont les femmes et les jeunes	Immédiatement	RSE Chef projet, RSE	
	Affiner le mécanisme d'approvisionnement en intrants	10 décembre 2016	C/PACER ; C/PAPSFRA	
Aspects fiduciaires	Prendre les dispositions nécessaires pour acquitter les droits du personnel concerné à l'achèvement et à la clôture.	31/12/16 et 30/06/17	Coordo/RAF	
	Transmettre la DRF 54 au FIDA	25/11/16	Coordo/RAF	

Retenir totalement la DRF 54 au titre de la récupération de l'avance du compte spécial	Pour mémoire	CFS/FIDA
Apurer les dettes et engagements du projet pour un montant de 199 229 011 FCFA au 31/10/16	30/11/16	Coordo/RAF
Engager la contrepartie de l'Etat dès l'ouverture du SIGFIP	31/12/16	RAF /comptable
Récupérer auprès de la SFD CECAC le solde de la subvention non encore décaissé pour les bénéficiaires de 55 317 183 FCFA et les mettre à la disposition des porteurs de MIP concernés ;	31/12/16	Coordo/Ch Pacer/RAF
Assurer le suivi des recommandations de l'audit des quatre autres SFD de l'URA Sud	31/12/16	Coordo/Ch Pacer/RAF
Faire le point avec les ASF impliquées de l'URA Sud des sommes à mettre à la disposition des bénéficiaires.	31/12/16	Coordo/Ch Pacer/RAF
Exclure, des partenaires des projets du ProCaR notamment le PAPSFR et le PADMAR, les SFD impliqués dans les pratiques non conventionnelles.	Pour mémoire	Coord/CH-Projet/RAF
Revoir la contribution des bénéficiaires sur les aménagements et les infrastructures pour la rendre plus significative avant l'achèvement du projet.	31/12/2016	Ch-Projet/RSE/RAF /comptable
Récupérer les soldes des crédits intrants 2011-2014 et utiliser ces ressources et celles déjà disponibles dans le compte Pacer/Intrants dans le cadre de la mise en place d'un mécanisme durable de reconstitution des fonds intrants en relation avec le ministère de tutelle.	31/12/16	Coordo/chef projet/RAF
Rapatrier du FNM le montant de 120 682 969 représentant les fonds non placés et les sommes récupérer et assurer par la suite le rapatriement des reliquats disponibles (46 388 436 FCFA). Définir les modalités d'utilisation des fonds.	31/12/16 31/03/17	Coordo/Ch-Projet/RAF
Poursuivre le remboursement des retenues de garanties des travaux effectués de 2011 à date	31/12/16	RPM/RAF
Respecter le planning d'arrêté et d'audit des comptes 2016 validé au cours de la mission	31/05/17	RAF/Comptable/Ass-comptable
Transmettre le rapport de l'audit de clôture des comptes au FIDA	31/07/17	Coordo/RAF/CPT
Autres		

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Composante/ Sous- composante ou produit			Période : Du 1er janvier au 31 octobre 2016				Objectif fixé au moment de la préévaluation	
	Indicateur	Service	PTBA	Progrès effectif	%	Progrès effectif global		%
Composante 1 : Appui au développement des filières								
	Nombre de visite d'échange d'expérience des membres/élus OP		0	0		2	10	20,00
	Nombre de voyage d'étude membres/élus des OP		0			0	10	0,00
	Nombre de MPE /AGR ayant reçu une formation générale en CREE et GERME		0	0		317	600	52,83
	Nombre de visites d'échange effectué entre les MPE		5	5	100,00	13	20	65,00
	Nombre de visites d'échange effectué entre les groupements AGR		5	5	100,00	10	20	50,00
	Nombre de participation des MPE et AGR aux foires, expositions, prospections de marchés et séminaires-ateliers dans le pays		4	1	25,00	3	5	60,00
Facilitation de l'accès au financement	Contribution du PACER au guichet A		192 219 390	38 983 000	20,28	761 050 860	2 501 782 000	30,42
	Contribution des bénéficiaires au guichet A		82 346 300	117 754 067	143,00	592 173 119	889 207 000	66,60
	Contribution des IMF au guichet A		72 428 400	6 140 000	8,48	332 486 841	3 309 535 000	10,05
	Nombre de Groupement mixte (unité sem--industrielle de transformation de tomate		1	1	100,00	1	1	100,00
	Nombre de Groupement mixte (unité traditionnelle de transformation de karité					2	2	100,00

Nombre de MPE (Unités semi-industrielles - Jus d'ananas)		8	3	37,50	10	50	20,00
Nombre de MPE (Unités semi-industrielles - séchage d'ananas)		0			0	25	0,00
Nombre de Groupement féminin (Unités traditionnelles de transformation d'ananas)		0			7	25	28,00
Nombre de Jeunes (Unités traditionnelles de transformation d'ananas)		0	0		0	25	0,00
Nombre de MPE de production d'ananas		1	1	100	17	17	100,00
Nombre d'AGR de production d'ananas		0			3	3	100,00
Nombre de Jeunes (Unités traditionnelles de transformation de soja)		0			2	2	100,00
Nombre de MPE de production de soja		2	2	100	6	6	100,00
Nombre de MPE (Unités semi-industrielles de séchage de fruits et légumes)		0			0	25	0,00
Nombre de MPE (Unités semi-industrielles - avancées de production de gari)		0			0	100	0,00
Nombre de Groupement féminin (Unités semi-industrielle de production de gari)		0			48	40	120,00
Nombre de Jeunes (Unités semi-industrielles de production de gari)		0	0		15	10	150,00
Nombre de Groupement féminin (Unités traditionnelles de production de gari)		0			0	1	0,00
Nombre de Groupement féminin (Unités traditionnelles de production de farine de manioc)		0			0	1	0,00
Nombre de MPE de production de Racines et Tubercules		1	1	100	9	24	37,50
Nombre d'AGR de production de Racines et Tubercules					8	50	16,00

Nombre de groupements de transformation artisanale de riz		0			4	10	40,00
Nombre de MPE de transformation semi-industrielle du Riz		0			9	15	60,00
Nombre de Groupement féminin de transformation semi-industrielle du Riz		0			20	20	100,00
Nombre de Jeunes (hommes et femmes) pour production rizicole		2	2	100	9	9	100,00
Nombre de Groupement féminin de production rizicole		0			13	13	100,00
Nombre de Groupement de production maraîchère		1	1	100	29	29	100,00
Nombre de Jeunes (hommes et femmes) pour production maraîchère		19	19	100	92	92	100,00
Nombre de Groupement féminin de commercialisation		0			2	2	100,00
Nombre de Jeunes (hommes et femmes) pour la commercialisation		0			3	3	100,00
Nombre d'enquêtes diagnostic des MPE et des SAE		4	2	50	2	4	50,00
Nombre d'ateliers régionaux d'information sur le PACER		0			3	3	100,00
Nombre de formateurs SAE formé en module CREE		0			18	19	94,74
Nombre de formateurs SAE formé en module GERME		0			18	19	94,74
Nombre de MPE suivi et accompagné		314	261	83,12	261	600	43,50
Nombre de MPE ayant reçu une formation NORMES ET QUALITE		0			420	600	70,00
Nombre de voyage d'études effectué par les MPE		0			0	4	0,00

	Nombre de voyage d'études effectué par les groupements AGR		0			0	1	0,00
	Nombre de séminaires et ateliers tenus au profit des Unions Communales		0			2	30	6,67
	Nombre de sessions de formation des semenciers maraîchers		0			1	1	100,00
	Nombre de personnes formées sur les semences maraîchères (Hommes)		0			32	32	100,00
	Nombre de personnes formées sur les semences maraîchères (Femmes)		0			28	28	100,00
	Nombre de participation aux foires et expositions		0	0		2	6	33,33
	Nombre de formation initiale au profit des TS et CA		0			6	6	100,00
	Nombre de sessions des comités d'approbation		0			15	64	23,44
TAUX D'EXECUTION COMPOSANTE 1					79,21			59,66
Composante 2 : Infrastructures rurales								
	Nombre de km de pistes réalisées		150	0	0	0	250	0,00
	Superficie de bas-fonds aménagés		43,5	43,5	100,00	270,34	405	66,75
	Superficie d'infrastructures de soutien à la mise en marché réalisée		0	0		6990,74	6 494	107,65
TAUX D'EXECUTION COMPOSANTE 2					100,00			87,20
Composante 3 : Coordination et partenariats stratégiques								
	Nombre d'audits des comptes réalisé		2	1	50	5	6	83,33

Nombre de mission de supervision		2	1	50	11	12	91,67
Nombre de manuel des procédures administratives, financières et comptables réalisé		0			1	1	100
Nombre de manuel des opérations techniques		0			0	1	0
Nombre de manuel opérationnel de suivi-évaluation		0			1	1	100
Nombre de mission d'évaluation a mi-parcours		0			1	1	100
Nombre de mission d'évaluation finale (Rapport d'achèvement)		1	0	0	0	1	0
Nombre de revues du SSE		4	1	25,00	5	16	31,25
Nombre d'Etude SYGRI de fin du PACER		1	0	0	1	2	50
Nombre d'étude socio-économique		1	0	0	1	2	50
Nombre d'évaluation des partenaires stratégiques		7	1	14,29	1	20	5
Nombre de productions audiovisuelles		1	0	0	1	2	50
Nombre de contrats signés avec les radios communautaires		18	0	0	0	18	0
Partenariats stratégiques noués		0			10	20	50
TAUX D'EXECUTION COMPOSANTE 3				15,48			50,80
TAUX D'EXECUTION GLOBAL				64,90			65,89

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Table 5A: Financial performance by financier

Financier	Approuvé ('000 USD)	Effectif ('0000 USD)	Déboursments ('000 USD)*	Déboursments en %
Prêt et Don FIDA	17 924,0	17 924,0	17 138,13	95,62
GOUVERNEMENT	4 388,0	4 388,0	1 963,37	44,74
BENEFICIAIRES	2 931,0	2 931,0	1 229,11	41,93
IF Locales	9 937,0	9 937,0	664,97	6,69
Total	35 180,0	35 180,0	20 995,58	59,68

Montant FIDA conférer LGS au 30 09 2016

Pour la contre partie Gouvernement 981.685.782 FCFA au taux de 1USD=500 FCFA

Pour la contre partie Bénéficiaires 614.552.476 FCFA au taux de 1USD=500 FCFA

Pour la contre partie IMF 332 486 841 FCFA au taux de 1USD=500 FCFA

Table 5B: Financial performance by financier by component (Actual Expenditures en USD '000)

Composantes	Prêt et Don FIDA			Gouvernement			Bénéficiaires			I F locales			Total		
	Réalloué	décais	%	alloué	décais	%	alloué	décais	%	alloué	décais	%	alloué	décais	%
A. Appui au développement des filières (ADF)	11 676	9 557,38	81,85	1 414,0	850,53	60,15	2498,0	1184,35	47,41	9937,0	664,97	6,7	25 525	12 257,23	48,02
B. Infrastructures rurales (IR)	2 956	2 929,16	99,09	2 403,0	548,80	22,84	433,0	44,76	10,34		0,0		5 792	3 522,72	60,82
C. Coordination et partenariats stratégiques	3 292	4 651,59	141,30	571,0	564,04	98,78		0,0			0,0		3 863	5 215,63	135,02
Total*	17 924	17 138,13	95,62	4 388	1 963,37	44,74	2931,0	1229,11	41,93	9937,0	664,97	6,7	35 180	20 995,58	59,68

* au 30 Sept 2016 jusqu'à DRF 54

Source PACER

1\$ USD=583,747501 FCFA part FIDA

1\$USD=500 FCFA part contre partie

Table 5C: Débursements partie Prêt FIDA (en DTS)

	Catégorie/Description	Montant initial Alloué	Montant Réalloué	Débursements* DRF53	Solde	Débours sur réal %
I a	Infrastructures Aménagements Bas Fonds	600 000	480 000	227 173,51	252 826,49	47,33
I b	Infrastructures de Marchés	590 000	515 000	404 276,91	110 723,09	78,50
II	Moyens de Transport	80 000	55 000	53 529,88	1 470,12	97,33
III	Matériels et Equipements	10 000	25 000	14 717,58	10 282,42	58,87
IV	Fonds d'Appui aux Filières	2 295 000	1 170 000	851 299,55	318 700,45	72,76
V	Etudes, formations et Assistance technique	625 000	900 000	961 935,31	-61 935,31	106,88
VI	Contrats de prestations de services	620 000	2 000 000	1 301 853,96	698 146,04	65,09
VII	Salaires	440 000	640 000	702 003,25	-62 003,25	109,69
VIII	Entretien et fonctionnement	140 000	215 000	208 986,16	6 013,84	97,20
	Non alloué	600 000	0	0,00		
	Dépôt initial DRF 1 et 26 bis			307 465,88	-307 465,88	-
	Avance 2015			568 470,21	-568 470,21	
	Total	6 000 000	6 000 000	5 601 712,20	398 287,80	93,36

* au 30 Sept 2016 jusqu'à DRF 53

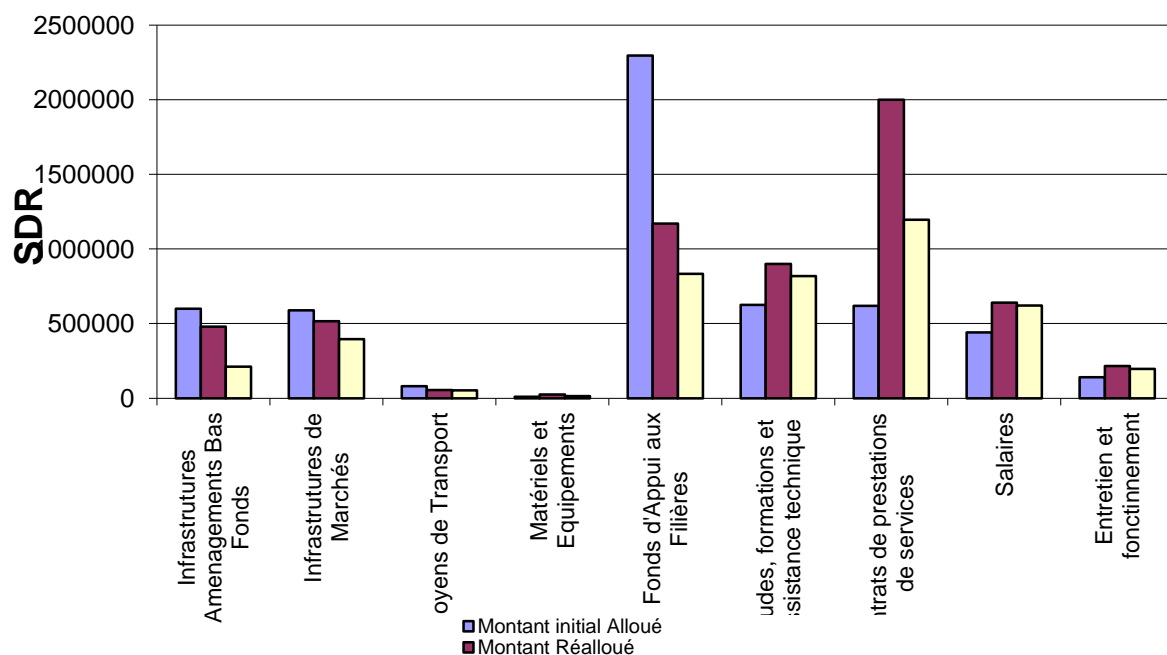
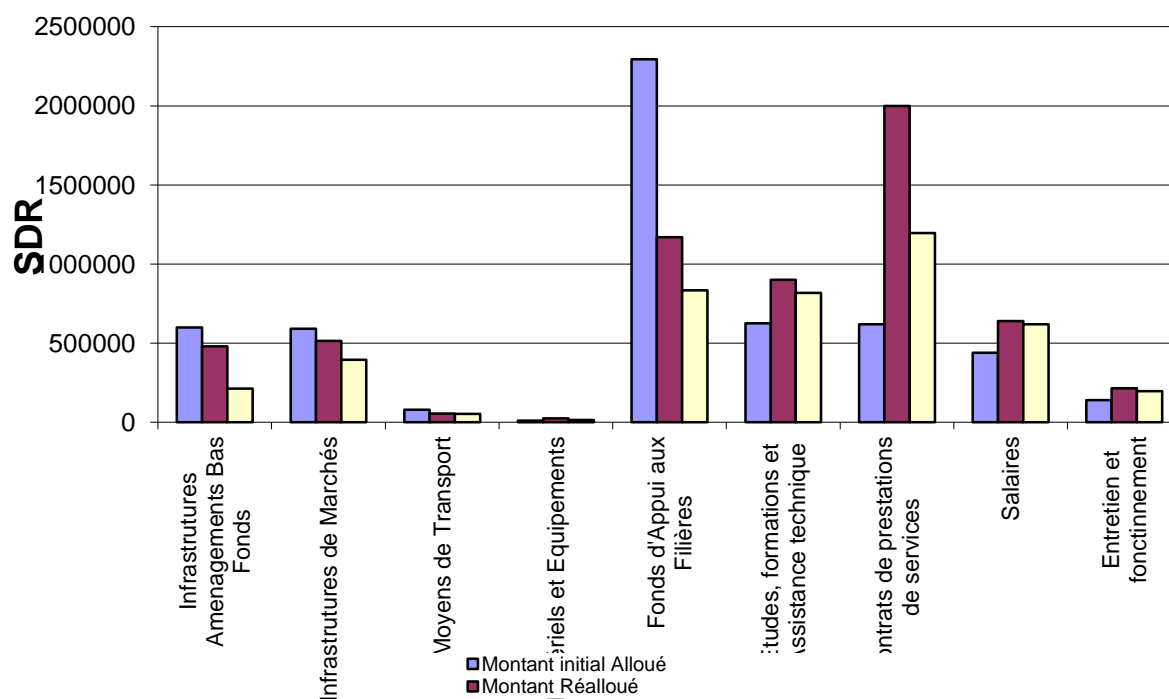


Table 5C: Déboursements partie Don FIDA (en DTS)

	Catégorie/Description	Montant initial Alloué	Montant Réalloué	Déboursements* DRF53	Solde	Débours sur réal %
I a	Infrastructures Aménagements Bas Fonds	600 000	480 000	227 173,51	252 826,49	47,33
I b	Infrastructures de Marchés	590 000	515 000	404 276,91	110 723,09	78,50
II	Moyens de Transport	80 000	55 000	53 529,88	1 470,12	97,33
III	Matériels et Equipements	10 000	25 000	14 717,58	10 282,42	58,87
IV	Fonds d'Appui aux Filières	2 295 000	1 170 000	851 299,55	318 700,45	72,76
V	Etudes, formations et Assistance technique	625 000	900 000	961 935,31	-61 935,31	106,88
VI	Contrats de prestations de services	620 000	2 000 000	1 301 853,96	698 146,04	65,09
VII	Salaires	440 000	640 000	702 003,25	-62 003,25	109,69
VIII	Entretien et fonctionnement	140 000	215 000	208 986,16	6 013,84	97,20
	Non alloué	600 000	0	0,00		
	Dépôt initial DRF 1 et 26 bis			307 465,88	-307 465,88	-
	Avance 2015			568 470,21	-568 470,21	
	Total	6 000 000	6 000 000	5 601 712,20	398 287,80	93,36

* au 30 Sept 2016 jusqu'à DRF 53



Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Date butoir de l'action/objectif	Niveau d'exécution/date	Etat d'avancement	Observations
Section 2.03 b « Montant compte spécial prêt/don »	Le montant du compte spécial du prêt et du don s'élève à l'équivalent en FCFA de 700.000 USD qui pourra être augmenté à l'équivalent en FCFA de 1 400 000 USD.	Pour mémoire	Conforme	conforme	Le montant initial du compte spécial de 325 millions a été porté une première fois à 673 millions et une deuxième fois à 1.6 milliards en janvier 2015
Section 3.02c « PTBA »	L'emprunteur veille à ce que le projet de PTBA soit transmis au fonds pour commentaires et approbation, 30 jours au plus tard avant le commencement de l'année du Projet considérée...	31/01/2016	A mettre en conformité	Non conforme	Le PTBA d'achèvement 2016 a été présenté au FIDA en troisième soumission le 07/03/2016 avec une non objection le 09/03/2016.
Section 3.04 b ii « contre partie numéraire »	La contribution de l'emprunteur à hauteur de la somme en FCFA équivalente à un 1 842 940 USD	Pour mémoire	A mettre en conformité	En cours	La contrepartie numéraire mobilisée est de 309 926 464 représentant 33,63% de ce qui est attendu en la matière. En ce qui concerne la contrepartie 2016, 36 805 020 FCFA ont été prévus au PTBA et seront engagés dès l'ouverture du SIGFIP. Suite à la recommandation de la dernière mission de supervision, la contrepartie taxes a été revue depuis le démarrage du Projet et régularisée dans la comptabilité pour un montant de 631 007 990 FCFA, portant le total des taxes à 671 771 485 FCFA au 31/10/16 pour une contrepartie globale (numéraires plus taxes) de 981 697 949 représentant 44,74% de la contrepartie totale prévue dans le cadre de la mise en œuvre du Projet.

Section	Disposition	Date butoir de l'action/objectif	Niveau d'exécution/date	Etat d'avancement	Observations
Section 4.02 « rapport d'activité »	L'agent principal du Projet soumet au fonds des rapports d'activités sur l'exécution du Projet dans les trois mois suivant la fin de chaque période d'exécution de six mois	30/09/2016	conforme	conforme	Le rapport annuel SYGRI a été transmis au FIDA en janvier 2016 lors du séminaire sur le suivi évaluation à DAKAR. Le rapport annuel 2015 a été envoyé au FIDA le 27/04/16 Le rapport du premier semestre 2016 a été envoyé au FIDA le 01/11/16
Section 5.01 « Etats financiers »	L UCP prépare chaque année les états financiers.....et l'agent principale du Projet les présente au fonds dans les trois mois suivant la fin de chaque année fiscale	31/03/2016	A mettre en conformité	A mettre en œuvre	Les états financiers 2015 et les annexes ont été transmis au FIDA le 18/03/2016. Ceux de 2016 seront envoyés au FIDA au plus tard le 31/03/17.
Section 5.02 « rapports d'audit »	Transmission des rapports d'audit dans les six mois suivant la fin de chaque année fiscale	31/05/17	A mettre en conformité	A mettre en œuvre	Les rapports définitifs de l'audit des comptes 2015 ont été transmis au FIDA le 27/06/16. Ceux de 2016 seront envoyés au FIDA avant 31/05/17

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

Le PACER a tissé des partenariats avec des universités et des instituts de recherche pour pouvoir vulgariser certaines pratiques au bénéfice des petites exploitations rurales. Il s'agit en particulier de : 1) l'utilisation de l'inoculum pour améliorer la fertilité des sols dans le cadre de la production de soja ; pratique testée par le Laboratoire d'Ecologie Microbienne de l'Université d'Abomey-Calavi ; et 2) l'amélioration variétale à travers les vitro-plants de l'ananas, en partenariat avec le Laboratoire de Génétique et de Biotechnologie de l'Université d'Abomey-Calavi. Cette dernière technique présente beaucoup de possibilités de réplication avec la prise en charge des activités d'acclimatation par les projets WAAP au Bénin.

Par contre, le projet n'a pas réellement mis en place une stratégie pour capitaliser les expériences et les bonnes pratiques développées par d'autres projets antérieurs ou en cours dans le pays. Par ailleurs, une analyse des leçons apprises pendant la mise en œuvre du projet est en cours ; elle devra être approfondie pendant la préparation et l'élaboration du rapport d'achèvement du projet.

En ce qui concerne les leçons apprises déjà identifiées, on peut mentionner parmi autres:

- La non mise en place d'une stratégie de ciblage et d'inclusion des jeunes et la non-adoption de mesures correctives pendant la mise en œuvre du PACER ont limité l'impact du projet sur l'autonomisation des femmes, l'inclusion des jeunes et leur représentativité dans les instances de prise de décision des Organisations paysannes agricoles.
- L'absence d'un suivi/control bien structuré et centralisé du système de financement des microprojets a empêché de révéler le non-respect des engagements pris par les SFD (voir le cas de CECAC); par conséquent des dispositions correctives n'ont pas été proposées pendant la mise en œuvre.
- Les inefficiences du système de S&E et l'utilisation d'une base de données incomplète ont créé des difficultés considérables dans le suivi des activités, l'analyse des performances des AGR/MPE et le suivi des indicateurs du cadre logique, par conséquent, le fonctionnement principal du système de S&E comme un outil de pilotage du projet a été affecté.
- La mise en œuvre du PACER s'est basée sur nombreux partenariats, tels qu'avec les opérateurs partenaires polyvalents et les opérateurs partenaires spécialisés, qui ont souvent démontré d'avoir une capacité insuffisante pour réaliser les tâches qui leur avaient été confiés. L'absence d'une évaluation objective de leur performance a empêché d'identifier des mesures correctives et de proposer des solutions adéquates pour assurer l'appui technique et l'offre de services aux bénéficiaires du PACER.

Innovation: décrire toute innovation intéressante notée lors de la supervision

1. Le **concept de consortium-filière** opérationnalisé par le PACER qui met en réseau un ensemble de producteurs ou de groupements de producteurs d'une part, et une entreprise transformatrice/exportatrice ou une organisation paysanne appelée « tête de pont » d'autre part, dans l'intérêt bien compris des deux parties, a permis d'assurer un approvisionnement en intrants de qualité pour les premiers, la fourniture de produits de qualité, en quantité suffisante et l'accès à un marché sécurisé pour les seconds. Six consortia ont été mis en place dont trois dans la filière ananas, deux dans la filière riz et un dans la filière maraîchage et ont permis au projet de mettre en place 964,7 tonnes d'engrais. A l'étape actuelle, une réflexion est en cours pour définir la stratégie de pérennisation du système d'approvisionnement et de distribution des intrants au sein des consortia mis en place.

2. L'**organisation de salons des chaînes de valeurs ajoutées (CVA)** réunissant les acteurs (fournisseurs de semences, producteurs, transformateurs, commerçants, les structures financières décentralisées (SFD) et les services d'encadrement) d'une même filière, dans les différentes régions du pays. Les salons CVA ont comme objectif la création ou le renforcement des liens d'affaires efficaces et durables entre les acteurs des CVA, en particulier à travers la

formalisation/contractualisation de ces liens (55 contrats signés). Au total, 25 salons CVA ont été organisés regroupent les acteurs de cinq filières promues (ananas, riz, maraichage, racines et tubercules, et soja) ; ils ont connu la participation des représentants de 295 MPE/AGR, dont 26% sont des femmes.
